



RAPPORT FINANCIER

SEMESTRIEL

AU 30 JUIN 2009

Nouvelle version du Rapport Financier Semestriel en date du 28/10/2009.

*Une modification a été apportée au document du 31 août 2009 :
Rectification de la déclaration de la personne responsable du document*

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL D'AQUITAINE

Société coopérative à capital et personnel variables agréée en tant qu'établissement de crédit.

Société de courtage d'assurances immatriculée à l'ORIAS sous le n° 07 022 491.

434 651 246 R.C.S. Bordeaux – N° TVA : FR 16 434 651 246

Siège social : 304, boulevard du Président Wilson, 33076 Bordeaux Cedex

SOMMAIRE

- I. *Rapport semestriel d'activité*
- II. *Comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2009*
- III. *Notes annexes aux Comptes consolidés intermédiaires*
- IV. *Déclaration des personnes physiques assumant la responsabilité du rapport financier semestriel*
- V. *Rapport des Commissaires aux Comptes*

Les Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) du Crédit Agricole d'Aquitaine
sont cotés sur l'Eurolist C d'Euronext Paris
ISIN FR0000044547 - Bloomberg GNI - Reuters CRAGi.PA

Information financière : Pascale BOHN - Tél : 05 56 90 42 31
email : pascale.bohn@ca-aquitaine.fr

I. Rapport semestriel d'activité

1. Présentation des Etats Financiers

1.1. Changements de principes et de méthodes comptables

Application du référentiel IAS/IFRS

Les comptes consolidés semestriels condensés sont établis conformément aux normes IAS / IFRS telles que décrites dans la note 1 de l'annexe aux états financiers.

Changements de méthode comptable

Les nouvelles dispositions applicables au 30 juin 2009 sont décrites dans la note 1 de l'annexe aux états financiers

1.2. Evolution du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2009 est présenté de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 10.

A noter que le nombre de Caisses locales présentes dans le périmètre de consolidation est passé de 109 à 108, suite à la création de la Caisse locale Bruilhois en Agenais (fusion des Caisses locales Agen-Garonne et Laplume)

2. Résultats consolidés

Millions d'euros	30/06/2009	30/06/2008	2009/2008
<i>Comptes consolidés</i>			
Produit Net Bancaire	239,6	265,8	-9,8%
Résultat Brut d'Exploitation	118,8	142,2	-16,5%
Résultat Net part du groupe	48,6	82,6	-41,2%
Coefficient d'exploitation (%)	50,4	46,5	+3,9

2.1. Environnement économique et financier

2.1.1. La croissance en France

L'économie française n'a pas été épargnée par la crise. La croissance du PIB au premier trimestre 2009 (-1,2% contre +0,5% au premier trimestre 2008) montre que l'activité s'est encore fortement contractée. La demande intérieure a diminué, essentiellement lié au repli de l'investissement des entreprises et des ménages. Les exportations se sont également repliées.

Dans ce contexte, les perspectives de croissance de l'économie française ressortent à -3% sur l'année 2009.

2.1.2. L'évolution des taux d'intérêts

En mai dernier, la BCE a réduit d'un quart de point son taux directeur. Il s'agit de la septième baisse depuis octobre 2008. En l'espace de quelques mois, les taux d'intérêts de la BCE sont passés de 4,25% à 1%.

- En moyenne à 4,67% sur le 1^{er} semestre 2008, l'Euribor 3 mois s'élève à 1,67% en moyenne sur la même période de 2009.
- Le TEC 10 quant à lui est passé de 4,28% en moyenne au 1^{er} semestre 2008 à 3,71 en moyenne au 1^{er} semestre 2009.

2.1.3. L'évolution des marchés financiers

Après une année 2008 marquée par les effets de la crise financière, les marchés boursiers montrent une assez bonne résistance sur le premier semestre 2009.

- Le CAC 40 enregistre une baisse de -2,41% à 3 140 points au 30 juin 2009 (3 218 points au 31 décembre 2008).
- l'Eurostoxx 50 s'élève à 2 402 points, également en baisse de -2% par rapport au 31 décembre 2008.

2.2. Activité et faits marquants du 1^{er} semestre 2009

2.2.1. Faits marquants du 1^{er} semestre 2009

Le Crédit Agricole d'Aquitaine poursuit son développement offensif au service de l'économie régionale.

A 12,5 milliard d'euros, la progression des encours de crédit se poursuit à un rythme soutenu (+5,5%), dans une conjoncture économique difficile qui ralentit fortement la demande de financements.

Les encours de collecte hors TCN, avec 16,6 milliards d'euros, poursuivent eux aussi leur progression (+2,2%), particulièrement marquée sur la collecte monétaire (+4,9%) et les produits d'épargne (+6,6%) ; ce qui permet à Caisse régionale de continuer à gagner des parts de marché sur le semestre.

A noter que la formation de l'ensemble des salariés à la Nouvelle Relation Client en Aquitaine au cours du premier trimestre porte déjà ses premiers fruits : 30% des clients ont perçu une évolution positive dans leur relation avec la Caisse régionale et plus de 90% des clients interrogés sont satisfaits.

2.2.2. Activité du 1^{er} semestre 2009

La collecte des ressources

Au cours du 1^{er} semestre 2009, la croissance de l'encours de collecte s'est poursuivie avec un encours qui atteint 17 024 millions d'euros, en progression de +2,8% par rapport au 1^{er} semestre 2008. Hors titres de créances négociables (TCN), les encours affichent une hausse de +2,2% sur un an.

La collecte monétaire

La dynamique initiée en 2008 se poursuit sur la collecte monétaire, composée des dépôts à vue et des ressources à terme (certificats de dépôts négociables, dépôts à terme et bons de caisse), elle atteint 3 710 millions d'euros et s'accroît de +4,9% sur un an.

Hors TCN, l'évolution de notre collecte monétaire auprès de notre clientèle est de +1,8% sur un an, portée par les dépôts à terme. Les solutions innovantes de placement, proposées à l'ensemble de nos clients (particuliers, professionnels, agriculteurs et entreprises) ont permis de capter 138 millions d'euros de flux sur un an, représentant près de 29% des flux de collecte totaux.

La collecte bancaire

La collecte bancaire représente un encours de 6 799 millions d'euros, en hausse de +6,6%. Cette augmentation est notamment réalisée par les Livrets A, représentant un flux de collecte de 497 millions d'euros. L'épargne logement subit un recul de -1,4%. Quant aux encours PEP, ils accusent une baisse de -12,4%.

La collecte tierce

Les encours d'épargne assurance-vie progressent de +2,8% et atteignent 5 231 millions d'euros. Fortement pénalisés par une conjoncture et des évolutions boursières défavorables, les encours de SICAV, de FCP et de SCPI diminuent de -13,9% à 1 232 millions d'euros. En intégrant les emprunts obligataires, le compartiment collecte tierce atteint, au 30 juin 2009, 6 515 millions d'euros, en baisse de -1,9%.

Les crédits par marché

Dans un marché atone, les réalisations de crédits s'établissent sur le 1^{er} semestre à 800 millions d'euros, en recul de -37,3% sur un an.

Ainsi, l'encours global de crédit (hors créances rattachées et accessoires) de la Caisse régionale poursuit sa progression à +5,5% par rapport au 30 juin 2008 pour atteindre 12 524 millions d'euros à fin juin 2009.

L'agriculture

Tout au long de l'année 2008, le Crédit Agricole d'Aquitaine s'est employé à accompagner les agriculteurs. Ce soutien s'est de nouveau concrétisé sur le 1^{er} semestre 2009 par des réalisations de crédits à l'équipement pour l'agriculture d'un montant de 127 millions d'euros, toutefois en recul de -18,5% sur un an.

Les professionnels et les entreprises

Dans un contexte économique peu favorable, le Crédit Agricole d'Aquitaine a néanmoins continué de soutenir l'économie régionale en distribuant 178,6 millions d'euros de crédits sur les marchés des professionnels et des entreprises.

Les particuliers

Le financement de l'habitat a été une nouvelle fois le principal contributeur de l'activité crédit, mais dans un contexte difficile, les réalisations nouvelles accusent une baisse conséquente de -52% pour atteindre 353 millions d'euros, l'encours affiche une croissance de +6,7% à 6 739 millions d'euros.

La production nouvelle de crédits à la consommation est également impactée par la crise avec 119 millions d'euros de réalisation sur le 1^{er} semestre 2009, en recul de -12,8%.

Les produits et services

Au cours du 1^{er} semestre 2009, le Crédit Agricole d'Aquitaine, a poursuivi sa dynamique de conquête et a été rejoint par 5 500 nouveaux clients.

Cette conquête se traduit également par l'ouverture de nombreux livrets A (plus de 32 400).

Le premier semestre 2009 a également été marqué par la progression des assurances IARD et Prévoyance, avec l'enregistrement de près de 12 000 nouveaux contrats (contre 8 700 un an plus tôt).

2.3. Résultats consolidés

Les états financiers consolidés du Crédit Agricole d'Aquitaine sont établis selon les normes comptables IAS / IFRS. Le périmètre de consolidation comprend la Caisse régionale, les 108 Caisses locales, le fonds dédié Force Aquitaine constitué en juin 2007 et la mise en équivalence de la participation de 21,43% détenue par la Caisse régionale dans Crédit Agricole Grands Crus. Ce périmètre correspond aux dispositions de la réglementation bancaire.

LE BILAN CONSOLIDE

Le **total du bilan** arrêté au 30 juin 2009 s'élève à 15 576 millions d'euros, contre 15 241 millions d'euros au 31 décembre 2008, soit une progression de +2,2%.

L'ACTIF

Avec 12 524 millions d'euros, les **Prêts et créances sur la clientèle** représentent 80,4% du total de l'actif.

Les **Actifs financiers disponibles à la vente** avec 1 373 millions d'euros représentent 8,8% du total de l'actif. Ce poste est en augmentation de 23% par rapport au 31 décembre 2008.

Les **Prêts et créances sur les établissements de crédit** s'élèvent à 605 millions d'euros, en progression de 2,1% par rapport au 31 décembre 2008.

Les **Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance** s'élèvent à 546 millions d'euros contre 553 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Les **Comptes de régularisation et actifs divers** représentent 213 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 215 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Les **Actifs financiers à la juste valeur par résultat** s'élèvent à 14 millions d'euros au 30 juin 2009. Ce poste est en progression de 9% par rapport à décembre 2008.

LE PASSIF

Le principal poste du passif, pour un montant de 8 758 millions d'euros, est le poste **Dettes envers les établissements de crédit** (56,2% du total passif). Il est composé des avances sur prêts, des emprunts et du compte de trésorerie auprès de Crédit Agricole S.A.

Ce poste qui constitue la principale source de refinancement des prêts à la clientèle, a diminué de 4% par rapport au 31 décembre 2008, soit -363 millions d'euros.

Les **Dettes envers la clientèle**, d'un montant global de 3 273 millions d'euros, enregistrent une baisse de 0,5% par rapport au 31 décembre 2008.

L'encours de **dettes représentées par un titre** s'élève à 824 millions d'euros. Il comprend les certificats de dépôts interbancaires et les BMTN. Cet encours a augmenté de 475 millions d'euros.

Les capitaux propres s'élèvent à 2 362 millions d'euros au 30 juin 2009. Ils englobent :

- le capital et les réserves liées, et les primes d'émission pour un montant de 1 248 millions d'euros,
- les réserves consolidées pour 1 029 millions d'euros,
- les gains et les pertes latentes ou différées pour 37 millions d'euros,
- le résultat semestriel pour près de 49 millions d'euros.

LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

LE PRODUIT NET BANCAIRE

Le produit net bancaire atteint 239,6 millions d'euros en diminution de -9,8% par rapport au 30 juin 2008.

Les intérêts et produits assimilés s'élèvent à 337,6 millions d'euros contre 343,2 millions d'euros au 30 juin 2008, en diminution de -1,6%. Ils sont constitués pour l'essentiel par les intérêts sur les crédits à la clientèle, et dans une moindre mesure par les placements de trésorerie réalisés auprès de Crédit Agricole S.A.

Les intérêts et charges assimilés à 204,3 millions d'euros sont en baisse de -14,7%. Cette baisse s'explique pour partie par la diminution du coût des emprunts réalisés auprès de Crédit Agricole S.A. sous forme d'avances et qui constituent une partie du financement des prêts à la clientèle.

Les produits des commissions passent de 99,9 millions d'euros au 30 juin 2008 à 114,7 millions d'euros au 30 juin 2009 (+14,9%). Ils englobent les commissions sur épargne, les produits de l'assurance décès et invalidité ainsi que les ventes de services à la clientèle. Cette variation s'explique par le transfert en 2009 des produits d'assurance décès et invalidité du **poste produits des autres activités** vers **produits des commissions** (15,9M millions d'euros au 30 juin 2009).

Les commissions versées représentent 22,9 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 12,5 millions d'euros un an plus tôt (+82,6%). Il s'agit essentiellement des charges sur les produits d'épargne et sur les moyens de paiement ainsi que le coût de liquidité.

Les gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat affichent un résultat à 0,5 millions d'euros (-5,4 millions d'euros par rapport au 30 juin 2008). Cette moindre performance est imputable à l'évolution des marchés financiers.

Les gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ressortent à 14,8 millions d'euros au 30 juin 2009 en diminution de -71,9% (-37,9 millions d'euros). Ce poste est constitué en grande partie par les dividendes SAS Rue La Boétie perçus par la Caisse régionale (un dividende qui passe de 42,8 millions d'euros à 20,9 millions d'euros) et par les plus ou moins value de cession de titres AFS.

Le poste Produits des autres activités s'élèvent à 2,4 millions d'euros, en baisse de -85,7% sur un an (transfert des produits de l'assurance décès et invalidité vers poste **produits des commissions**).

Enfin, **les charges des autres activités** s'élèvent à 3,3 millions d'euros au 30 juin 2009.

LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT

L'évolution des **charges générales d'exploitation** traduisent une nouvelle fois la volonté de la Caisse régionale de réduire ses charges courantes. Elles sont en baisse de -2,6 millions d'euros (-2,20%) à 114,3 millions d'euros.

Les **dotations aux amortissements** à 6,5 millions sont en légère baisse de 0,2 millions d'euros (-2,5%).

Le coefficient d'exploitation s'établit à 50,4% contre 46,5% au 30 juin 2008.

Le **Résultat Brut d'Exploitation** est en baisse de -16,5% et s'élève à 118,8 millions d'euros.

LE COUT DU RISQUE

Le **coût du risque** est en dotation nette de - 54,1 millions d'euros contre -38 millions d'euros au 30 juin 2008, conséquence d'une montée des défauts sur les crédits.

LE RESULTAT NET

L'impôt sur les bénéfices est en baisse de -5,1 millions d'euros (-23,7%).

Après déduction de cette charge fiscale, et de la quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence, le **Résultat Net Part du Groupe** s'élève à 48,6 millions d'euros, en baisse de -34 millions d'euros (-41,2%).

Le ROE (Retour sur Fonds Propres) ressort ainsi à 4,27 %.

3. Structure financière

3.1. Les Fonds Propres consolidés

Les Fonds propres consolidés rentrant dans le calcul du ratio de solvabilité européen décrit ci-dessous s'élève à 1 506 millions d'euros après déduction des parts dans des établissements de crédit ou financiers (dont notamment les titres Crédit Agricole S.A. détenus par le biais de la SAS Rue La Boétie).

Par ailleurs, ces Fonds Propres intègre 2 238 millions d'euros de Fonds Propres de Base.

3.2. Les Ratios prudentiels

Le ratio de solvabilité européen, qui mesure le rapport entre les fonds propres et les engagements pondérés, s'élève à 12,95 % au 30 juin 2009. La norme exigée par la Commission Bancaire est de 8 %.

La Caisse régionale n'est pas soumise au ratio d'adéquation des fonds propres (CAD) au 30 juin 2009.

Enfin, le coefficient de liquidité qui mesure le rapport entre les liquidités et les exigibilités à un mois s'élève à 245 % au 30 juin 2009, contre 203 % à fin 2008, dépassant ainsi la norme minimale requise de 100 % par le Comité de la Réglementation Bancaire dans son règlement n°88-01.

Par ailleurs, selon les termes du règlement n° 93-05 du Comité de la Réglementation Bancaire, les règles de division des risques sont respectées :

- Aucun crédit à un même emprunteur dépassant 25 % des fonds propres,
- L'ensemble des risques encourus du fait des opérations réalisées par les clients dont la somme des concours excède 10 % des fonds propres, ne dépasse pas 8 fois le montant de ces fonds propres.

3.3. Activités des filiales et participations

Courant premier semestre 2009, la Caisse régionale a modifié par avenant les conditions des avances en compte courant consenties (total de 8 500 000 €) à C3AI, filiale à 100 % : uniformisation de leur durée (1 an) et de leur taux (1,99 %).

Par ailleurs le résultat de la SAS Crédit Agricole Expansion (C2AE), filiale à 100 % de la Caisse régionale et spécialisée dans la prise de participation dans les entreprises régionales est estimé à 19 K€ au 30 juin 2009 avant certification des comptes par les Commissaires aux Comptes. Au 30 juin 2009 la participation de la CR dans cette filiale s'élève à 4 000 000 €.

La Caisse régionale a participé à l'augmentation de capital de CA GRANDS CRUS à hauteur de 25 000 000 €, par souscription de 2500 000 actions nouvelles de 10 €, libérée à hauteur de 6 250 000 € le 17/06/2009.

A l'issue de cette opération, la Caisse régionale d'Aquitaine détient 21,43 % du capital de cette société, contre 20% antérieurement.

Cette augmentation de capital a pour objectif de doter CA GRANDS CRUS des moyens nécessaires à la mise en œuvre d'un programme de prises de participation minoritaires dans des châteaux viticoles haut de gamme.

La SAS Rue La Boétie a accepté le paiement en actions du dividende 2008 de Crédit Agricole SA. Dans ce contexte, la Caisse d'Aquitaine a consenti à la SAS une avance en compte courant de 21 534 200 €, qui a permis de financer le versement à la Caisse d'un acompte sur dividende sur le 1^{er} semestre 2009 d'un montant de 20 934 179,04 €.

Cette avance en compte courant à vocation à être capitalisée dans le courant du 2^{ème} semestre 2009.

Au 30 juin 2009, au total, l'encours des avances en compte courant consenties à la SAS Rue La Boétie s'élevait à 179 129 060,03 € et les intérêts correspondants relatifs au 1^{er} semestre 2009 à 6 587 176,80 €.

La Caisse d'Aquitaine a également consenti une avance en compte courant à la SAS SACAM DEVELOPPEMENT pour un montant de 4546 000 €. Cette avance, qui a pour objectif de financer la participation de la SAS à l'augmentation de capital de CALYON, fait l'objet d'une rémunération au taux de 5%, révisable annuellement.

La Caisse d'Aquitaine a enfin participé à l'augmentation de capital de la SAS SACAM AVENIR pour un montant de global de 2 986 875 €, libérée hauteur de 848 272,50 €. Cette augmentation de capital contribue au financement de la participation de la SAS au capital de la SA Spécialiste de l'épargne en ligne .

4. Gestion des risques

4.1. Risque Crédit

En matière de sélection des risques, chaque marché dispose d'une politique crédit spécifique, définie par le Comité de Direction et approuvée par le Conseil d'Administration. Celle-ci inclut la gestion de limites et se décline selon trois axes :

- aspect risque
- aspect délégation
- en matière d'engagement global et de respect des limites réglementaires.

L'intégration des limites, des notations et le respect des délégations se fait avant la prise de décision d'accord du crédit, ce qui garantit une qualité satisfaisante d'appréciation du risque à partir de l'analyse individuelle du dossier. Tout dépassement de limites par dossier est soumis à l'accord du Comité des Prêts et présenté a posteriori pour information en Comité Risques et Provisions et au Conseil d'Administration.

Chaque marché dispose d'une politique de garantie. Elle vise à fournir au réseau d'agences les règles en matière de garantie à appliquer dans la distribution du crédit à la clientèle.

Le choix de la garantie se détermine en fonction de l'objet, du montant du crédit, de la nature et du risque de l'opération, et de la cotation de la contrepartie.

Principales évolutions en terme d'objectifs et de politique

Les principales évolutions en 2009 portent sur l'optimisation de la politique de garanties de la banque de détail, et sur une actualisation de la politique crédit pour la grande clientèle (enrichie d'un volet sur les LBO).

L'optimisation de la politique de garanties pour la banque de détail a pour objectifs :

- Une simplification de la politique de garantie :
 - suppression de garanties inutilisées,
 - mise en œuvre de trois niveaux de garanties, regroupées en fonction de leur efficacité juridique (élevée, moyenne, faible).
- L'optimisation de la garantie en fonction du niveau de risque : maintenir des garanties appropriées selon l'objet, la durée de financement et la cotation du client.
Toute dérogation relève de la Direction des Crédits et de l'agriculture ou des Comités de prêts.

Les limites applicables en 2009 sont détaillées par marché et sont exprimées en montant :

Pour le marché des Entreprises, il s'agit d'une limite d'encours en risques nets de la garantie FONCARIS, qui a été fixée à 65 millions d'euros par groupe de risque.

En ce qui concerne les grandes Collectivités Publiques (villes de plus de 30 000 habitants), la limite en encours est de 110 millions d'euros par groupe de risque.

Concernant les Crédits Syndiqués, les limites suivantes ont été établies :

- un encours global inférieur ou égal à 500 millions d'euros d'autorisations,
- un encours par secteur d'activité inférieur ou égal à 100 millions d'euros,
- un encours par contrepartie selon cotation CA S.A. (A+ = 40 millions d'euros ; A = 35 millions d'euros, B+ = 30 millions d'euros ; B = 25 millions d'euros, C+ = 20 millions d'euros, C = 15 millions d'euros, C- ≤ 10 millions d'euros).

Pour le financement des opérations de LBO, des limites ont été établies :

- un encours global inférieur ou égal à 175 millions d'euros,
- avec une limite par opération selon la cotation CA S.A. (A+/A ⇒ 25 millions d'euros ; B+/B ⇒ 20 millions d'euros ; C+/C ⇒ 15 millions d'euros ; C-/D+/D ⇒ 10 millions d'euros ; D+ et D exclus pour les LBO syndiqués).

Sur le marché de la Promotion Immobilière, les limites sont les suivantes :

- une limite globale fixée à 10% des fonds propres de la Caisse régionale d'Aquitaine, arrondi à 219 millions d'euros,
- une limite opérationnelle par contrepartie fixée à 10 millions d'euros sans considération du nombre d'opérations.

Exception 1 : 25 millions d'euros d'encours pour les sociétés respectant les conditions suivantes :

Note	> = C+
EBE + produits des participations	>= 5 millions d'euros

Exception 2 : 50 millions d'euros d'encours pour les filiales du groupe.

En ce qui concerne le marché de l'Agriculture, les limites d'encours sont toujours fixées à 20 millions d'euros par groupe de risque pour la Viticulture et 10 millions d'euros pour les autres filières de l'agriculture.

Pour le marché des Professionnels, la limite d'encours est fixée à 10 millions d'euros par groupe de risque.

Sur le marché des Particuliers, la limite d'encours reste fixée à 10 millions d'euros par groupe de risque.

Principales évolutions en terme de gestion du risque

Organisation et dispositif de suivi

Concernant les outils de détection du risque, notamment sur le risque potentiel, les agences disposent d'un applicatif de traitement quotidien des opérations rejetables. De plus, une série d'états dédiés au traitement du risque est mis à leur disposition. La détection des clients irréguliers au premier jour de retard prêt, DAV débiteur, ou dépassement de découvert autorisé est réalisée à partir de l'applicatif « Liste des partenaires en anomalie », qui balaie le fichier clients tous les jours (liste des clients en anomalie sur le poste de travail Agence avec classement par marché, par agence et par portefeuille et tri possible sur critères de montant et de durée de l'anomalie).

La détection du risque se fait également au niveau de l'instruction des dossiers de crédit par les services spécialisés, les mieux à même de détecter les dégradations possibles ou en cours de la situation économique ou financière des entreprises clientes et d'en préparer l'évitement. Les services sont dotés d'outils informatiques de détection, de mesure et de traitement du risque.

L'organisation de revues de portefeuille par marché se fait à l'initiative de la Direction Contrôle Conformité Vie Mutualiste et Développement Durable, tous les deux mois. L'objectif est de contrôler la pertinence du dispositif de suivi du risque crédit, de passer en revue des dossiers importants en situation de risque avéré ou des dossiers sains mal notés ou ayant fait l'objet de situations douteuses à plusieurs reprises.

Comité Risques et Provisions :

Ce comité, qui se réunit tous les mois sous la présidence du Directeur Général Adjoint, est composé des membres du Comité de Direction. Il est animé par le Responsable du Contrôle Permanent. Les dossiers récurrents inscrits à l'ordre du jour concernent :

- la situation mensuelle des risques de crédit,
- le suivi trimestriel des limites de risques,
- Le bon fonctionnement du dispositif Bâle II.

Parmi les autres dossiers examinés par ce comité en 2009 figurent : les provisions d'actifs, les risques opérationnels, la révision des politiques crédit (limites grande clientèle, LBO, garanties banque de détail), la réforme des clauses abusives...

Méthodologie et Systèmes de mesure

Les risques de crédit sont mesurés de manière exhaustive et précise, c'est-à-dire en intégrant l'ensemble des catégories d'engagements (bilan et hors bilan), en consolidant les engagements sur les sociétés appartenant à un même groupe, en agrégeant l'ensemble des portefeuilles et en distinguant les niveaux de risques.

L'adéquation du niveau de provisionnement aux niveaux de risques est mesurée à intervalles réguliers par la Direction Contrôle Conformité, et est appréciée par les Commissaires aux Comptes.

Principales évolutions en terme d'exposition

Exposition maximale

en milliers d'euros	Sources Notes comptes semestriels	30/06/2009	31/12/2008
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat (<i>hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrat en unités de compte</i>)	5.1	13 653	12 525
Instruments dérivés de couverture	Bilan actif	2 064	0
Actifs disponibles à la vente (<i>hors titres à revenu variable</i>)	5.2	50 465	48 763
Prêts et créances sur les établissements de crédit (<i>hors opérations internes</i>)	5.3	15 558	16 658
Prêts et créances sur la clientèle	5.3	12 523 804	12 463 235
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Bilan actif	545 529	553 460
Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciation)		13 151 073	13 094 641
Engagements de financement donnés	6	2 017 560	2 295 301
Engagements de garantie financière donnés	6	276 374	308 296
Provisions - engagements par signature	5.9	832	76
Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciation)		2 294 766	2 603 673
Total Exposition nette		15 445 839	15 698 314

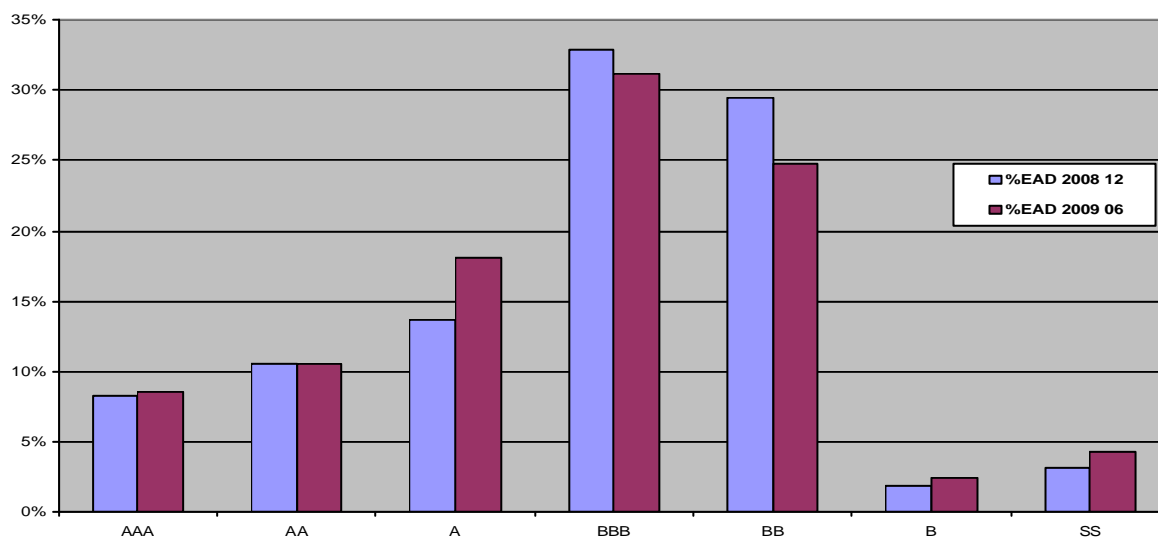
Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique

	30.06.2009					
	Encours bruts	dont Encours douteux	dépréciations / encours douteux	dont Encours douteux compromis	dépréciations / encours douteux compromis	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Administrations centrales et Institutions non établissements de crédit	587 278					587 278
Etablissements de crédit	912 256			112	112	912 144
Grandes entreprises	4 263 793	120 359	75 436	66 687	52 328	4 136 029
Clientèle de détail	7 634 153	92 872	52 282	81 000	66 501	7 515 370
Total	13 397 480	213 231	127 718	147 799	118 941	13 150 821
Créances rattachées nettes						97 804
Dépréciations sur base collective						-120 011
Valeurs nettes au bilan						13 128 614

	31.12.2008					
	Encours bruts	dont Encours douteux	dépréciations / encours douteux	dont Encours douteux compromis	dépréciations / encours douteux compromis	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Administrations centrales et Institutions non établissements de crédit	119					119
Etablissements de crédit	578 548					578 548
Grandes entreprises	1 057 889			112	112	1 057 777
Grandes entreprises	4 015 616	56 700	44 277	56 636	49 415	3 921 924
Clientèle de détail	7 625 092	82 740	43 547	83 384	63 622	7 517 923
Total	13 277 264	139 440	87 824	140 132	113 149	13 076 291
Créances rattachées nettes						99 340
Dépréciations sur base collective						-120 011
Valeurs nettes au bilan						13 056 620

Principales évolutions en terme de qualité des encours

EVOLUTION DU PORTEFEUILLE SAIN HORS RETAIL PAR EQUIVALENT S&P



Principales évolutions en terme de Coût du risque

Le coût du risque au 30 juin 2009 s'établit à 54,1 millions d'euros, niveau sensiblement plus élevé qu'en juin 2008 (38 millions d'euros).

Cette évolution reflète un accroissement important des situations douteuses et litigieuses, lié au contexte de crise économique, associée à une volonté persistante de la Caisse régionale de conserver un haut niveau de provisionnement de ses créances douteuses et litigieuses (de 74,9% fin 2008 à 70,9% au 30 juin 2009). Par ailleurs le provisionnement collectif sur encours sains est resté stable (120 millions d'euros).

Perspectives d'évolution pour le second semestre

Dans un contexte de crise économique majeure se traduisant par une augmentation des créances douteuses litigieuses, un renforcement du cadre de traitement des situations irrégulières a été défini. En particulier la chaîne des responsabilités de prise en charge des clients viticoles connaissant des difficultés a été précisée.

Simultanément, face à la montée des risques immobiliers, la coordination entre les divers services concernés va être renforcée.

4.2. Risque de Marché

La Caisse régionale est exposée au risque de marché sur les éléments de son portefeuille de titres et de dérivés lorsque ces instruments sont comptabilisés en juste valeur (au prix de marché).

Comptablement, il est distingué le Trading book et le Banking book : la variation de juste valeur du Trading book se traduit par un impact sur le résultat consolidé IFRS. La variation de juste valeur du Banking book se traduit dans les comptes consolidés IFRS par un impact sur les fonds propres.

Principales évolutions en terme d'objectifs et de politique

La politique de placement des excédents de fonds propres a été révisée en début d'année 2009 et adoptée par le Conseil d'Administration du mois de mai 2009. En a découlé la définition de nouvelles orientations sur les horizons de gestion (Titres de Placement « Banking book »/Titres d'Investissement) et les allocations par compartiment (optimisation du couple risque/rendement).

Principales évolutions en terme de gestion du risque

Organisation et dispositif de suivi

De nouvelles dispositions ont été adoptées en mai 2009 en matière d'encadrement du risque de marché du « Banking book » :

- De nouveaux seuils d'alerte différenciés par classe d'actifs en cas de baisse des valorisations ;
- De nouveaux seuils d'alerte globaux déclenchés dès l'atteinte simultanée de 2 limites, portant sur l'impact d'une cession intégrale et immédiate du portefeuille sur le PNB de l'année courante :
 - limite en % représentant la variation quotidienne par rapport au maximum observé depuis le 1^{er} janvier des réserves de plus values
 - limite en montant représentant cette variation par rapport au PNB budgété pour 2009

- avec surveillance de seuils d'alerte de la Direction Générale et du Conseil d'Administration dépendant des niveaux de repli (en % et en montant) des plus-values latentes.
- De nouvelles contraintes par classe d'actif pour le calcul du scénario catastrophe.

Les principes de reportings sur les résultats du Banking Book et le suivi des limites sont maintenus et effectués :

- quotidiennement adressés à la Direction Générale,
- mensuellement présentés lors du Comité de Trésorerie,
- le « middle office » informe les instances décisionnaires lors des franchissements de seuils,
- semestriellement, au Conseil d'Administration.

Méthodologie et système de mesure

Ce dispositif de prévention et de maîtrise du risque de marché est complété par le calcul mensuel d'une VaR (Value At Risk) « paramétrique » appliqué au « Banking Book ».

Les paramètres retenus ont été révisés:

- horizon d'observation de 1 mois,
- intervalle de confiance de 99%,
- couple rendement/risque cible fixé pour 2009.

Principales évolutions en terme d'exposition

Activité de marchés (Value at Risk)

Date de calcul	VaR (en M€)	Paramétrage
31/12/2008	9,58	Horizon = 1 mois Seuil de confiance = 99%
30/06/2009	9,43	

La VaR au 31/12/2008, calculée mensuellement sur le portefeuille de Banking et de Trading Book, représentait 1,64% de la valeur de marché du portefeuille.

Au 30 juin 2009, la VaR mensuelle représentait 1,51% de la valeur de marché du portefeuille.

Opérations sur instruments dérivés : « Trading Book »

Au 30 juin 2009, le portefeuille de Trading book est constitué exclusivement de swaps adossés à des opérations de couvertures ou de financements mises en place au bénéfice de la clientèle de la caisse régionale.

Reproduisant strictement (mais en sens inverse) les caractéristiques des dérivés ou des financements auxquels ils sont adossés, ils ne font l'objet d'aucun dispositif de suivi spécifique en terme de risque de marché : neutralisation des valorisations entre éléments couverts et éléments de couverture.

Perspectives d'évolution pour le second semestre 2009

La Caisse régionale d'Aquitaine n'entend pas faire évoluer les dispositions de surveillance des risques de marché détaillées précédemment.

4.3. Risques particuliers induits par la crise financière – Situation au 30/06/09:

- La Caisse régionale détient dans son portefeuille de titres d'investissements deux EMTN ayant chacun pour sous jacent un CDO, pour un montant placé total de 15 millions €. Au 30/06/09, ces deux lignes sont provisionnées à hauteur de 5,95 millions €
- Constitution de provisions pour « dépréciations durables » enregistrées en base consolidée IFRS sur 2 lignes intégrées au portefeuille de « Banking Book »:
 - BFT ELSA (OPCVM de gestion alternative –Provision de : 0,102 millions €)
 - CFXO (Collateralized Foreign eXchange Obligation) au sein du fonds dédié FORCE AQUITAINE – Provision de 1,9 millions €.
- Processus de sortie fractionnée sur la majeure partie des OPCVM de gestion alternative rangés dans le Banking book, étalé dans le temps selon les « gates » mises en place par les sociétés de gestion fin 2008.

4.4. Gestion de bilan

4.4.1. Risque de taux d'intérêt global

Le risque de taux d'intérêt global (RTIG) est un risque de perte potentielle liée à une inadéquation entre les emplois et les ressources en termes de durée et de taux.

La Caisse régionale est soumise au risque de taux d'intérêt global sur l'ensemble de son bilan et hors bilan. Le risque de taux sur l'année est mesuré au travers de la sensibilité des fonds propres, du PNB et du RBE à une variation uniforme des taux de marché de 2%. Sa mesure vise à permettre d'adapter la politique de couverture dans le but de réduire la sensibilité des fonds propres, du PNB et du RBE à la variation des taux d'intérêt.

Principales évolutions en termes d'objectifs et de politique

Le nouveau dispositif de mesure et de limites du risque global de taux d'intérêt encadrant la gestion financière de la Caisse régionale pour 2009 a été présenté lors du Comité Actif-Passif de mars 2009 et adopté par le Conseil d'Administration en avril 2009.

Un programme de couverture a été proposé au 1^{er} semestre 2009, compte tenu de l'exposition de la Caisse régionale à la hausse des taux court terme.

Principales évolutions en terme de gestion du risque

Organisation et de dispositif de suivi

- Un Comité Actif-Passif se réunit trimestriellement pour apprécier l'évolution du bilan risque de la Caisse régionale et définir les orientations stratégiques soumises au Conseil d'Administration au minimum une fois par an.

Les décisions de couverture décidées par le Comité Actif-Passif sont mises en œuvre par le Service Trésorerie et contrôlées par le Gestionnaire Actif-Passif.

Méthodologie et systèmes de mesure

La méthode de calcul du risque global de taux d'intérêt de la Caisse régionale d'Aquitaine est celle des Gaps statiques : écoulement des encours de bilan en stock sans activité nouvelle, dans la perspective d'une cessation à terme des activités.

Depuis l'arrêté de mars 2009, la mesure de l'exposition au risque de taux est établie trimestriellement à partir de l'outil de gestion ALM du groupe, « Cristaux 2 », en remplacement de Cristaux 1 utilisé précédemment.

Les méthodes d'écoulement notamment sur les compartiments Fonds Propres des Entités du Groupe Crédit Agricole ont été revues tout comme le dispositif global de mesure et de limites du risque de taux.

Les gaps taux fixe et gap inflation sont mesurés jusqu'à 30 ans, par pas mensuels sur les deux premières années puis par pas annuels.

Les nouvelles limites sont synthétiques : elles agrègent les gaps TF et une partie des gaps inflation.

Elles sont basées sur l'impact d'une variation des taux (en %) de 200bp sur :

- les fonds propres : somme des impacts actualisés sur 30ans
- le PNB : somme des impacts actualisés sur 1 an
- le RBE : somme des impacts actualisés sur 1 an d'un choc de 200 bps/montant RBE.

Le stress scénario est calculé et présenté deux fois par an au Conseil d'Administration. Le prochain stress scénario sera calculé au 4^{ème} trimestre 2009.

Principales évolutions en terme d'exposition

Après analyse du risque de taux au 31/03/2009 calculé avec le nouvel outil Cristaux 2, la Caisse régionale d'Aquitaine est exposée à la hausse des taux jusqu'en 2014 puis à la baisse au-delà.

Le changement d'outil ne modifie pas les orientations stratégiques de la Caisse régionale. Cependant l'introduction de nouveaux indicateurs accentue l'exposition. Ainsi la Caisse régionale a dépassé en mars les nouvelles limites sur 3 ans. Dès le deuxième trimestre 2009, la Caisse régionale d'Aquitaine a mis en œuvre des opérations de couverture.

Perspectives d'évolution pour le second semestre

Le chantier de stabilisation et d'optimisation de l'outil se poursuit dans le cadre du Chantier national.

4.4.2. Risque de change

Pas d'impact notable pour la Caisse régionale d'Aquitaine.

4.4.3. Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité mesure la capacité à faire face à ses engagements financiers, pendant un certain délai, à une brusque interruption de tout ou partie des ressources. Ces engagements comprennent notamment des obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts et de placements.

Le risque de liquidité provient du décalage ponctuel, dans le temps, entre les emplois et les ressources de bilan de la Caisse régionale.

La réglementation relative à la gestion du risque de liquidité concerne l'ensemble des établissements de crédit. Au sein du Groupe Crédit Agricole, elle s'applique donc

individuellement à chaque Caisse régionale. En outre, au terme de la loi bancaire, Crédit Agricole S.A. assure la liquidité de l'ensemble des entités du Groupe.

Principales évolutions en terme d'objectifs et de politique

La Caisse régionale a mis en place un dispositif de suivi et de gestion de son risque de liquidité dans le cadre de sa politique de gestion globale de bilan. Il repose sur le suivi des ratios et indicateurs suivant :

- le coefficient de liquidité,
- limite de liquidité Court Terme
- les GAPs prévisionnels de liquidité.

Principales évolutions en terme de gestion du risque

Organisation et de dispositif de suivi

L'accroissement important des encours de crédits depuis trois ans et le brusque tarissement des liquidités interbancaires avec la crise financière ont amené la Caisse régionale à porter une attention toute particulière à ses besoins de liquidité.

La gestion ALM de la CRCAM intègre une approche en risque de liquidité à son analyse du risque de taux.

Les grandes orientations en matière de gestion du risque de liquidité pour l'année 2009 ont structuré la politique de gestion financière 2009 adoptée par le Conseil d'Administration en avril 2009.

Le Comité de Gestion Actif-Passif, fixe les limites et décide, sur proposition de la Direction Financière, des programmes à engager pour gérer et couvrir les risques. Après décision, ces actions sont mises en œuvre par le service Trésorerie, contrôlées par le gestionnaire Actif-Passif et suivies par le Comité de Gestion Actif-Passif.

Méthodologie et systèmes de mesure

Le Coefficient de Liquidité, mesure réglementaire de la liquidité à un mois, et les ratios d'observation (ratios projetés) sont calculés trimestriellement, selon la procédure définie dans le corpus de Crédit Agricole SA, au moyen de l'outil BAFICAM. La norme réglementaire est fixée à 100 % minimum, Crédit Agricole S.A. recommande aux Caisses Régionales le respect d'un seuil de 120 %.

Les Gaps de liquidité permettent d'analyser les excédents et déficits de liquidité par maturité en modélisant l'écoulement des ressources et les emplois du bilan.

Le service Trésorerie réalise un suivi trimestriel, et prévisionnel sur l'exercice, du gap de liquidité 2009 et propose au Comité Actif-Passif une politique de couverture de ces GAPs.

La politique de gestion de la liquidité de la Caisse régionale repose sur l'optimisation des conditions de refinancement des activités (en montants et durées):

- auprès de la clientèle (DAV, DAT, TCN, produits d'épargne)
- auprès de Crédit Agricole S.A. : avances miroirs (issues d'une partie de la collecte clientèle (Livrets, Epargne-Logement), avances globales, compte courant de Trésorerie ou emprunts en blancs (de 1 semaine à 10 ans)
- sur les marchés financiers : émission de Titres de Créances Négociables (CDN, BMTN).

Principales évolutions en terme d'exposition

Nature de l'indicateur	Seuil réglementaire	Recommandation CA S.A.	Cible interne CR	Mesure/Consommation		
				12/08	03/09	06/09
Coefficient de liquidité	100%	120%	>100%	203%	239%	245%
Limite CT		<883 M€	<1 207 M€	543 M€	451 M€	494 M€

Perspectives d'évolution pour le second semestre

CASA étudie la mise en place de limites à MLT.

Dans ce cadre, la Caisse régionale mettra en place une limite MLT.

4.4.4. Politique de couverture

Principales évolutions en termes de politique et d'objectifs de couverture des risques financiers de bilan

La politique globale de couverture des risques de liquidité et de taux a été actualisée, présentée lors du Comité Actif-Passif de mars 2009 et adoptée par le Conseil d'Administration en avril 2009.

Le programme de couverture proposé au 1^{er} semestre 2009 a pour objectif de trouver pour 2009 le meilleur équilibre pour optimiser la gestion des risques de liquidité et de taux, dans le respect des limites réglementaires et interne groupe.

Il se décline en divers programmes, notamment des émissions de titres de créances négociables (TCN) sur le marché, des remboursements de placements auprès de Crédit Agricole S.A. et d'avances globales, ainsi que le recours maximum aux mécanismes de refinancement bonifiés des crédits.

4.5. Risques opérationnels

Les risques opérationnels sont des risques de pertes résultant de carences ou de défauts attribuables à des procédures internes, des personnels, des systèmes ou résultant d'événements extérieurs.

Cette définition englobe les 7 catégories de risques Bâle II : fraude interne, fraude externe, pratiques en matière d'emploi et de sécurité sur le lieu de travail, relations clientèle, produits et pratiques commerciales, dommages aux actifs corporels, dysfonctionnements de l'activité et des systèmes et traitement des opérations et gestion des processus.

Principales évolutions en termes de dispositif de gestion des risques opérationnels

La réalisation en 2009, de la cartographie 2008 des risques opérationnels s'est effectuée au premier semestre sur la base d'une sélection des risques les plus importants soit déterminés en interne soit au vu des restitutions et benchmark du groupe Crédit Agricole.

Par ailleurs, les stress scenarii ainsi que les données internes résultant de la collecte des incidents ont donné lieu au cours du 1^{er} trimestre 2009, sur la base des données 2008, au deuxième calcul de l'exigence en fonds propres définie comme nécessaire pour couvrir les risques opérationnels de l'entité.

Le choix par le Groupe Crédit Agricole d'une méthode de calcul dite « avancée » a ainsi permis à la Caisse d'Aquitaine, de diminuer le niveau de fonds propres requis.

Principales évolutions en termes de gestion du risque

Organisation et dispositif de surveillance

Le dispositif et le niveau d'alerte de la Direction en cas de perte potentielle significative a été précisé au vu des résultats de l'année 2008. Parallèlement, un niveau d'alerte du Conseil d'Administration a été fixé conformément à l'article 17 ter du règlement 97/02.

Prévention/Veille Consumériste

Les actions de prévention ont été développées par la mise en place d'un processus de veille consumériste, en amont du risque, et d'une fonction d'analyse des benchmarks reçus afin de mettre en évidence l'origine des pertes les plus élevées supportées par les autres Caisses Régionales. Ces informations sont alimentées dans les reportings réguliers effectués à l'attention des directions et, sont intégrées, pour les services, dans le cadre de leurs formations annuelles, afin de favoriser une correcte maîtrise des risques.

Outils

La plate-forme RCP (Risques et Contrôles permanents) inclut désormais le logiciel Scope (outil dédié aux Contrôles Permanents) et Europa (outil de cartographie des risques opérationnels).

5. Dispositif de contrôle interne

Le Contrôle Interne est défini, au sein du Groupe Crédit Agricole, comme l'ensemble des dispositifs visant la maîtrise des activités et des risques de toute nature et permettant la régularité, la sécurité et l'efficacité des opérations.

Le Périmètre de Contrôle Interne qui avait été élargi en 2008, notamment aux filiales immobilières, est reconduit au 30/06/09. Il est composé de la Caisse régionale d'Aquitaine, des Caisses Locales, et des principales entités suivantes :

- Le GIE informatique ATLANTICA,
- Le Service Central de Titres CA TITRES,
- Le GIE ATTICA qui assure la gestion administrative des produits d'assurances,
- La société de capital risque Grand Sud Ouest Capital SA,
- Les sociétés Crédit Agricole Aquitaine Immobilier, et Crédit Agricole Aquitaine Agence Immobilière.

Trois responsables distincts, **Contrôle Permanent**, **Contrôle de la Conformité** et **Contrôle Périodique** (Audit-Inspection), veillent à la cohérence et à l'efficacité du dispositif de contrôle interne. Le Responsable du Contrôle Périodique et le Responsable du Contrôle Permanent (RCPR) sont directement rattachés au Directeur Général de la Caisse régionale et rapportent notamment à son Conseil d'Administration.

Au premier semestre, les trois responsables de contrôles se sont réunis 3 fois dans le cadre du Comité de Contrôle Interne présidé par le Directeur Général, comité dont la mission est d'orienter, coordonner et valider leurs activités respectives de contrôle.

Le Contrôle Permanent

Animation du dispositif de contrôle Siège et Agences

Les contrôles permanents opérationnels sont réalisés sur la base des manuels de procédures décrivant les traitements à réaliser ainsi que les contrôles afférents. Le dispositif de contrôle permanent est basé sur la responsabilisation des intervenants et se décompose en plusieurs niveaux, les contrôles étant mis en œuvre de manière complémentaire et non cumulative.

Contrôle Siège : Revu dans le cadre du projet d'Entreprise Destination Clients 2010, le plan de contrôles Siège optimisé a démarré intégralement en janvier. L'activité de contrôle s'est maintenue au 1^{er} trimestre (93,5% de formalisation contre 92,2% au dernier trimestre 2008) mais a été impactée ensuite par le changement de l'outil de contrôle. En effet, après une campagne de tests au 1^{er} trimestre sur 15 entités, la CR a déployé en avril l'outil national SCOPE.

Contrôle Agences : Le Guide de Contrôle Permanent (25 contrôles dont 3 spécifiques aux Directeurs d'Agences Principales) a été lui aussi optimisé au 1^{er} janvier, afin d'améliorer l'efficacité du contrôle permanent. En complément du Guide, 2 nouveaux indicateurs mensuels de contrôles sont venus renforcer les 8 indicateurs existants : ils mettent en évidence les suspens clients mineurs devenus majeurs et les conventions de comptes titres absentes. L'outil SCOPE a également été déployé progressivement dans les agences au 2^{me} trimestre et il remplacera définitivement le guide au format papier à partir du mois de juillet. Les premières statistiques d'utilisations de cet outil par les Agences sont satisfaisantes. Dès le 3^{me} trimestre, un suivi centralisé des contrôles -tant au Siège qu'en Agences- sera progressivement mis en place, pour améliorer la qualité des contrôles formalisés (voire la quantité) et s'assurer de l'existence des plans d'actions éventuellement nécessaires.

Plans de Continuité d'Activités (PCA) et Sécurité des Systèmes d'Information (SSI)

PCA : L'activité du RPCA de la Caisse régionale a essentiellement porté au cours du premier semestre 2009 sur :

- l'actualisation du dispositif de gestion de crise de la CR consécutivement aux travaux engagés à l'issue de la crise Tempête Klaus survenue en fin janvier (prise en compte des axes d'amélioration et coordination de la mise en œuvre d'actions multi-domaines),
- le test de plan de repli utilisateur à blanc (sans déplacement de personnels) réalisé sur le site d'Aire sur les activités moyens de paiement (monétique, échanges, chèques) et Epargne-Titres, pour contrôler la capacité des équipes à redémarrer une activité normale en production sur un lieu différent du leur, en cas de sinistre majeur sur le site,
- le pilotage de la préparation à un passage en situation de pandémie, suite à l'évolution de l'épidémie grippale A-H1N1 en participant aux réunions transverses et à la mise en place d'actions dans la Caisse régionale (acquisition de masques, recensement des processus, fonctions et effectifs à maintenir, préparation de dispositif de crise si passage en niveau de pandémie).

S.S.I. : Le 1^{er} semestre 2009 a été marqué par une forte contribution du RSSI de la Caisse régionale à l'avancement du chantier communautaire sur l'optimisation de la traçabilité applicative et logique, parallèlement aux autres travaux d'orientation de la sécurisation du SI. Par ailleurs, outre les contrôles réguliers sur la protection des données sensibles, sur les habilitations et sur l'efficacité de la couverture antivirale du SI, il a également mené des actions de sensibilisation du personnel par l'animation de modules de formation, par sa participation à la conception et à la diffusion de supports communautaires thématiques sur la SSI, et par la diffusion de mises en garde sur la sécurité informatique liées à l'actualité. En outre, dans le cadre des nouveaux projets transverses, il a été amené à émettre avis ou alertes sécuritaires. Enfin, en matière de lutte contre la cybercriminalité, il a supervisé des actions préventives et curatives contre les attaques informatiques visant le Crédit Agricole et ses Caisses Régionales (Phishing, virus, vol de données clients par internet).

Contrôle Comptable : Afin de s'assurer de la qualité de l'information comptable et financière, et du respect des procédures, des contrôles sur pièces et sur place se sont poursuivis.

- Les contrôles sur pièces (trimestriels) permettent de mesurer l'activité comptable. Au titre du 30 juin 2009, 99% des comptes comptables étaient justifiés.
- Des contrôles mensuels permettent d'approfondir cette première analyse, en vérifiant la qualité de la justification, le respect des procédures, et l'archivage des documents. Au 1^{er} semestre, 2 services et 44 agences ont fait l'objet de contrôles approfondis. Ces contrôles n'ont pas fait ressortir d'anomalies significatives.

Contrôle Financier : Le contrôle permanent des risques financiers englobe le risque de taux d'intérêt global, le risque de liquidité, le risque de marché et le risque de contrepartie sur titres et dérivés. Au 1^{er} semestre, le contrôleur financier a exercé la quasi-totalité des contrôles définis (plan de contrôles de périodicité différentes et répartis sur l'année), contribué à la révision des dispositifs de limites, participé avec le RCPR (ou son représentant) aux différents comités organisés par la Direction Finances (Actif-Passif, Trésorerie, Taux et Marges).

Les contrôles exercés sur le premier semestre 2009 n'ont pas fait ressortir d'anomalies significatives.

Contrôle Crédit

Visant une juste appréciation du classement comptable des créances (saines, sensibles, douteuses), du provisionnement, et de la mise en œuvre du dispositif Bâle II (concepts et usages), les principaux risques ont fait l'objet d'une surveillance renforcée : En particulier, au cours du premier semestre, 19 Revues de portefeuille ont été réalisées, avec les différents marchés, mais aussi avec le service Contentieux. Elles visent à apprécier les actions mises en œuvre par les gestionnaires du risque face à des dossiers en risques avérés (CDL, sensibles, récidivistes défaut), ou sains mais dont la notation Bâle II s'est dégradée. De plus cinq Comités Risques et Provisions se sont tenus ; ils ont traité différents sujets tels que l'analyse de l'évolution des risques de crédit et du provisionnement afférent, le suivi trimestriel des limites de crédit, etc.

Le Tableau de Bord des Risques Crédit, fondé sur les outils Bâle II, n'a pas connu d'évolution significative début 2009 ; certains indicateurs ont été intégrés en tant que support de contrôles permanents à réaliser par les Directeurs des Agences ; leur réactivité (plans d'action en cas de résultats non satisfaisants) doit s'en trouver accrue dans ce contexte difficile.

Le Contrôle de la Conformité

La fonction conformité est dédiée à la prévention et au contrôle des risques de non conformité des opérations aux lois, règlements et normes applicables aux activités bancaires et financières, à la prévention du blanchiment des capitaux et la lutte contre le financement du terrorisme, et intègre la gestion des Risques Opérationnels et l'activité CNIL.

Conformité/Déontologie

Le premier semestre a été marqué pour la conformité par la mise en place d'un dispositif important, visant à renforcer notamment la conformité de la Caisse régionale.

Depuis le 20/05/09 est déployé en agences, un outil de dématérialisation des documents confiés par nos clients. Cet outil permet notamment de renforcer et de tracer la conformité de nombreux actes importants telles que l'entrée en relation, la souscription de comptes réglementés (LEP, comptes titres ou PEA notamment). Cet outil participe aussi au plan de mise en conformité des dossiers clients qui se poursuit.

Par ailleurs, les outils de Vente Personnalisée ont été améliorés ainsi que les outils de contrôle relatifs à la MIF.

Le suivi des prestations essentielles externalisées au 1^{er} semestre a donné lieu à l'inscription d'un nouveau prestataire (BRITLINE, chargé de la gestion et du développement des clients et

prospect d'origine britannique ou irlandaise). Deux contrats concernant des PSEE ont été signés : SOMAINTEL -maintenance des équipements informatiques- et BRITLINE.

Le dispositif de contrôle permanent des 27 prestations essentielles (réparti sur 13 gestionnaires) a fait ressortir au 1^{er} semestre des marges de progrès en matière de réalisation des contrôles. Un accompagnement pédagogique est programmé au 2^{ème} semestre.

Sécurité Financière et Contrôle des Chèques

Sécurité Financière : Le début de l'année a été caractérisé par la publication de l'ordonnance du 30 janvier 2009, transposant la troisième directive européenne sur la lutte contre le blanchiment. Des supports de formation à destination des agences ont été mis en place pour expliciter les principales modifications en attente de la publication des décrets d'application. Une présentation de ces dispositions a été faite à tous les directeurs d'agence. Parallèlement, l'implantation de l'outil national NORKOM se poursuit. Le nombre de déclarations de soupçons pour ce premier semestre s'élève à 22. Par ailleurs, le dispositif de formation des personnels a permis de former 205 personnes en présentiel.

Plan de Contrôle des Chèques : Le plan de contrôle a été adapté en intégrant les évolutions du nouveau logiciel de traitement du chèque (GBO). Sont toujours contrôlés exhaustivement les chèques remis de plus de 150K€ ainsi que certains chèques remis ou tirés par sondage. Les contrôles ont révélé une légère hausse du taux d'anomalie. L'essentiel des anomalies constatées porte sur la qualité de l'endos qui pour autant, n'empêche que rarement l'encaissement ou le paiement du chèque.

Bâle II - Risques Opérationnels

Le dispositif et le niveau d'alerte de la Direction en cas de perte potentielle significative a évolué au vu des résultats de l'année 2008. Parallèlement, un niveau d'alerte du Conseil d'Administration a été fixé à 1million d'euros conformément à l'article 17 ter du règlement 97/02. Le calcul de l'Exigence en Fonds Propres par la méthode AMA pour les Risques opérationnels a conduit à une économie de 15,9 millions d'euros en 2008.

Le Contrôle Périodique

Le service Audit est indépendant des unités opérationnelles. Les missions sont réalisées par des équipes dédiées, selon des méthodologies formalisées, conformément à un plan annuel d'audit validé par la Direction Générale.

Les missions visent à s'assurer du respect des règles externes et internes, de la maîtrise des risques, de la fiabilité et l'exhaustivité des informations et des systèmes de mesure des risques. Elles portent en particulier sur les dispositifs de contrôle permanent et de contrôle de la conformité.

Contrôle Siège

Au cours du 1^{er} semestre, 7 missions d'audit ont été conduites en interne :

- Crédits et Risques Opérationnels,
- Risque de contrepartie,
- Financement des particuliers,
- Filière immobilière « C2AI et C3AI»,
- Financement des professionnels,
- Assurances CAMCA de la CR,
- Administration des RH.

Aucune activité auditée n'a fait l'objet d'un constat dégradé méritant une alerte particulière.

Par ailleurs, 2 missions ont été réalisées par les équipes d'IGL sur le plan national, la CR Aquitaine faisait partie des CR sélectionnées au contrôle. Il s'agit des « financements LBO » et de la « gestion des produits de trésorerie complexes ».

Contrôles Agences

Selon le plan de contrôle des agences, l'Audit a réalisé 5 missions de groupes d'agences au 1^{er} semestre, ce qui correspond à 23 agences.

2 missions de groupe sont cotées "convenable" (les imperfections ne remettent pas en cause le fonctionnement global), et 3 groupes font apparaître des situations qui font l'objet de fortes recommandations de progrès pour revenir à une situation plus conforme aux attentes de la CR.

Les anomalies récurrentes concernant la mise en œuvre des règles MIF sont aussi liées aussi au non respect des procédures d'ouvertures de compte et les procurations, opérations génératrices de risques. La montée du risque depuis plusieurs mois montre la nécessité d'une vigilance toute particulière sur ces sujets.

6. Transactions avec les parties liées

Les principales transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note 2.4 des comptes semestriels consolidés résumés.

7. Tendances récentes et perspectives

Fort de son coefficient d'exploitation et de ratios prudentiels solides, la Caisse régionale d'Aquitaine est prête à accompagner le redémarrage de l'économie régionale et ainsi conforter sa position de leader sur son marché grâce à :

- un positionnement et une organisation résolument tournés vers la satisfaction du client et l'ancrage régional,
- une dynamique de développement qui permet de gagner des parts de marché,
- la poursuite de la mise en œuvre de la Nouvelle Relation Client en Aquitaine et des actions autour de « Destination Clients 2010 », projet stratégique dont la pertinence se retrouve dans les performances de la Caisse depuis près de 2 ans.

II. Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2009

*Arrêté par le Conseil d'administration de la Caisse régionale de Crédit Agricole
d'Aquitaine en date du 31/07/2009*

CADRE GENERAL

Présentation juridique de l'entité

La Caisse régionale de Crédit Agricole d'Aquitaine est une société coopérative à capital variable régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Elle est immatriculée au RCS de bordeaux sous le numéro 434 651 246 et son siège social et situé 304, boulevard du Président Wilson à Bordeaux.

La Caisse régionale de Crédit Agricole d'Aquitaine est cotée à l'Euronext Paris.

Sont rattachées à la Caisse régionale d'Aquitaine, 108 Caisses locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre.

De par la loi bancaire, la Caisse régionale d'Aquitaine est un établissement de crédit, de code APE 6419Z, avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est soumise à la réglementation bancaire.

La Caisse régionale d'Aquitaine fait partie avec 38 autres Caisses régionales, du Groupe Crédit Agricole.

Pour sa part, Crédit Agricole SA détient 25 % du capital de la Caisse régionale d'Aquitaine suite à une souscription de Certificats Coopératifs d'Association.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
COMPTE DE RESULTAT

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Intérêts et produits assimilés	3.1	337 640	707 716	343 232
Intérêts et charges assimilées	3.1	-204 289	-501 503	-239 365
Commissions (produits)	3.2	114 709	202 235	99 860
Commissions (charges)	3.2	-22 874	-32 260	-12 524
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	490	-15 938	5 845
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4	14 834	46 343	52 710
Produits des autres activités	3.5	2 434	35 207	16 976
Charges des autres activités	3.5	-3 297	-5 758	-909
PRODUIT NET BANCAIRE		239 647	436 042	265 825
Charges générales d'exploitation	3.6	-114 327	-230 680	-116 900
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	3.7	-6 533	-13 350	-6 698
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		118 787	192 012	142 227
Coût du risque	3.8	-54 064	-54 277	-37 994
RESULTAT D'EXPLOITATION		64 723	137 735	104 233
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		87	-125	-91
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9	227	379	0
Variations de valeur des écarts d'acquisition	2.3			
RESULTAT AVANT IMPOT		65 037	137 989	104 142
Impôts sur les bénéfices	3.10	-16 453	-34 573	-21 558
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
RESULTAT NET		48 584	103 416	82 584
Intérêts minoritaires		-1		
RESULTAT NET – PART DU GROUPE		48 585	103 416	82 584

RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Ecart de conversion		-	-	-
Actifs disponibles à la vente		215 526	(577 056)	(338 196)
Instruments dérivés de couverture		-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe, hors entités mises en équivalence		215 526	(577 056)	62 085
QP gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence		-	-	-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe	3.10	215 526	(577 056)	62 085
Résultat net part du groupe		48 585	103 416	82 584
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe		264 111	(473 640)	144 669
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des minoritaires				
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		264 111	(473 640)	144 669

Les montants sont présentés net d'impôts.

Les Caisses régionales de Crédit Agricole détiennent la totalité du capital de SAS Rue la Boétie dont l'objet exclusif est la détention à tout moment de plus de 50% des droits de vote et du capital de Crédit Agricole S.A. Les opérations sur les titres SAS Rue la Boétie sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination de la valeur du titre. Ces opérations recouvrent par exemple les cessions de titres entre les Caisses régionales ou les augmentations de capital de SAS Rue la Boétie.

Les modalités de valorisation du titre SAS Rue la Boétie prévues par la convention de liquidité reposaient jusqu'à présent essentiellement sur la valorisation au cours de bourse des titres Crédit Agricole S.A. Elles ont été modifiées par décision unanime des Caisses Régionales et de Crédit Agricole S.A. le 19 mars 2009 afin de continuer à refléter l'objet de la société.

En conséquence, la juste valeur des titres SAS Rue la Boétie détenus par la Caisse régionale de d'Aquitaine s'est trouvée augmentée de 202,4 millions d'euros entre le 01/01/2009 et le 30 juin 2009. L'écart net d'impôt entre la valeur au 30 juin 2009 et celle qui aurait été obtenue selon les anciennes modalités représente 133,0 millions.

BILAN ACTIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2009	31/12/2008
CAISSE, BANQUES CENTRALES		71 825	73 924
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	5.1	13 653	12 525
INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE		2 064	
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE	5.2 - 5.4	1 372 723	1 115 876
PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	5.3 - 5.4	604 810	592 385
PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	5.3 - 5.4	12 523 804	12 463 235
ECART DE REEVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		17 849	13 340
ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'A L'ECHANCE		545 529	553 460
ACTIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES (1)		65 392	78 746
COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS		212 980	215 303
ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES			
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE		43 797	18 759
IMMEUBLES DE PLACEMENT	5.7	4 293	4 469
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5.8	97 290	99 568
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5.8	20	27
ECARTS D'ACQUISITION	2.3		
TOTAL DE L'ACTIF		15 576 029	15 241 616

(1) au 31/12/2008, cette ligne se décomposait comme suit : actifs d'impôts courants pour 11659 K€ et actifs d'impôts différés pour 67087 K€

BILAN PASSIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2009	31/12/2008
BANQUES CENTRALES			
PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	5.1	36 956	34 862
INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE		22 089	14 119
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	5.5	8 758 048	9 121 329
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	5.5	3 273 416	3 291 043
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	5.6	824 349	349 075
ECART DE REEVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX			
PASSIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES		37	
COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS		190 284	226 776
DETTES LIEES AUX ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES			
PROVISIONS TECHNIQUES DES CONTRATS D'ASSURANCE			
PROVISIONS	5.9	50 859	50 558
DETTES SUBORDONNEES	5.6	57 951	26 826
TOTAL DETTES		13 213 989	13 114 587
CAPITAUX PROPRES	5.10		
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		2 362 030	2 127 019
CAPITAL ET RESERVES LIEES		1 248 113	1 247 022
RESERVES CONSOLIDEES		1 028 745	955 518
GAINS OU PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		36 588	-178 938
RESULTAT DE L'EXERCICE		48 585	103 416
INTERETS MINORITAIRES		10	10
TOTAL CAPITAUX PROPRES		2 362 040	2 127 029
TOTAL DU PASSIF		15 576 029	15 241 616

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital et réserves liées			Réserves consolidées part du Groupe	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (3)	Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes d'émission (1) (2)	Elimination des titres auto-détenus						
<i>(en milliers d'Euros)</i>									
Capitaux propres au 1er janvier 2008	116 021	1 132 938		878 742	400 281	103 344	2 631 326	0	2 631 326
Augmentation de capital	-704			0			-704		-704
Variation des titres auto détenus	-789			0			-789		-789
Distributions versées en 2008				-28 639			-28 639		-28 639
Dividendes reçus des CR et filiales				0			0		0
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires (2)				0			0		0
Mouvements liés aux stock options				0			0		0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-1 493	0	0	-28 639	0	0	-30 132	0	-30 132
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0	0	-338 196	0	-338 196	0	-338 196
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence				0			0		0
Affectation du résultat 2007				103 344		-103 344	0		0
Résultat du 1er semestre 2008				0		82 584	82 584		82 584
Autres variations				0			0		0
Capitaux propres au 30 juin 2008	114 528	1 132 938	0	953 447	62 085	82 584	2 345 582	0	2 345 582
Augmentation de capital	-198			0			-198		-198
Variation des titres auto détenus	-307			0			-307		-307
Distributions versées en 2008				0			0		0
Dividendes reçus des CR et filiales				0			0		0
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires (2)				0			0		0
Mouvements liés aux stock options				0			0		0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-505	0	0	0	0	0	-505	0	-505
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0	0	-238 860	0	-238 860	0	-238 860
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence				0			0		0
Résultat du 2ème semestre 2008				0		20 832	20 832		20 832
Autres variations		61		2 071	-2 163		-31		-31
Capitaux propres au 31 décembre 2008	114 023	1 132 999	0	955 518	-178 938	103 416	2 127 018	0	2 127 018
Augmentation de capital	713			0			713		713
Variation des titres auto détenus	-1 408			0			-1 408		-1 408
Distributions versées en 2009				-28 355			-28 355		-28 355
Dividendes reçus des CR et filiales				0			0		0
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires (2)				0			0		0
Mouvements liés aux stock options				0			0		0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-695	0	0	-28 355	0	0	-29 050	0	-29 050
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (3)	0	0	0	0	215 526	0	215 526	0	215 526
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence				0			0		0
Affectation du résultat 2008				103 416		-103 416	0		0
Résultat au 30/06/2009				0		48 585	48 585		48 585
Autres variations		1 786		-1 835			-49		-49
Capitaux propres au 30 juin 2009	113 328	1 134 785	0	1 028 744	36 588	48 585	2 362 030	0	2 362 030

(1) : Réserves consolidées avant élimination des titres d'auto-contrôle

(2) dont "impact relatif aux mouvements d'intérêts minoritaires

(3) dont une augmentation de 133 019 K€ des réserves recyclables liée à l'augmentation de la juste valeur des titres SAS Rue la Boétie dans le cadre de la modification des modalités de valorisation du titre SAS Rue la Boétie telle que décrite sous le tableau du « résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres »

Les réserves consolidées sont essentiellement constituées des résultats des exercices antérieurs non distribués, de montants relatifs à la première application des normes IFRS et de retraitements de consolidation.

Les flux sur autres variations correspondent principalement au transfert de réserves à primes suite à la fusion des Caisses Locales de Laplume et Agen-Garonne (1 786 K€).

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	1er semestre 2009	1er semestre 2008	2008
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Résultat avant impôts	65 037	104 142	137 989
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	6 643	6 826	13 607
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations			
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	53 195	37 728	53 088
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-87	91	125
Résultat net des activités d'investissement	-227		-412
Résultat net des activités de financement	844	156	322
Autres mouvements	3 070	-11 453	-25 531
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	63 438	33 348	41 199
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	184 982	354 075	1 423 541
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-139 190	-562 755	-1 002 442
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	486 718	-412 719	-892 361
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs disponibles à la vente	-13 122	-34 129	53 790
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs détenus jusqu'à l'échéance	6 447	-15 657	-6 464
Flux liés aux autres opérations affectant des immeubles de placement	66	-1 036	1 163
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-53 638	-37 810	72 968
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
Impôts versés	-9 260	8 409	-9 435
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	463 003	-701 622	-359 240
TOTAL Flux nets de trésorerie générés par l'activité OPERATIONNELLE (A)	591 478	-564 132	-180 052
<i>Flux liés aux participations (1)</i>	-5 173	-170	-140 458
<i>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</i>	-4 021	-5 062	-7 502
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)	-9 194	-5 232	-147 960
<i>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)</i>	-52 642	-29 364	-34 016
<i>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (3)</i>	30 281	-206	20 360
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)	-22 361	-29 570	-13 656
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)			
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	559 923	-598 934	-341 669
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	-473 420	-131 753	-131 753
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	73 772	65 866	65 866
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	-547 192	-197 619	-197 619
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	86 503	-730 687	-473 420
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	71 772	62 410	73 772
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	14 731	-793 097	-547 192
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	559 923	-598 934	-341 669

(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Au cours du premier semestre 2009, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie de la Caisse régionale d'Aquitaine s'élève à 5 173 K€, portant notamment sur les opérations suivantes : souscription des titres SAS Sacam Avenir (2987 K€) et Crédit Agricole Aquitaine Expansion (2000 K€).

(2) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement des dividendes versés par la Caisse régionale d'Aquitaine à ses actionnaires, à hauteur de 26 208 K€ pour le premier semestre 2009.

(3) au cours du premier semestre 2009, les émissions nettes de dettes subordonnées s'élèvent à 33 000 K€

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

1. Principes et Méthodes applicables dans le groupe

En application du règlement CE n° 1606/2002, les comptes consolidés semestriels résumés de la Caisse régionale d'Aquitaine ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne et applicables au 30 juin 2009.

Le Groupe Crédit Agricole applique ce référentiel, en utilisant les dispositions de la norme IAS 39 dans sa version retenue par l'Union Européenne (version dite « carve out »), qui autorise certaines dérogations dans l'application pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne, à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers de la Caisse régionale d'Aquitaine au 31 décembre 2008, et complétées par les dispositions de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de cette information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliquée à un rapport financier intermédiaire.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30/06/09 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2009. Celles-ci portent sur :

- l'interprétation IFRIC 11 issue du règlement du 1^{er} juin 2007 (CE n° 611/2007) et relative au traitement des actions propres et des transactions intra-groupe dans le cadre de la norme IFRS 2 portant sur le paiement fondé sur des actions ;
- la norme IFRS 8 issue du règlement du 21 novembre 2007 (CE n° 1358/2007), relative aux secteurs opérationnels et remplaçant la norme IAS 14 relative à l'information sectorielle. La première application d'IFRS 8 n'a pas entraîné de modification dans l'information sectorielle présentée par la Caisse régionale d'Aquitaine ;
- l'amendement de la norme IAS 23 issu du règlement du 10 décembre 2008 (CE n° 1260/2008), relative aux coûts d'emprunt ;
- l'amendement de la norme IFRS 2 issu du règlement du 16 décembre 2008 (CE n° 1261/2008), relative au paiement fondé sur des actions et portant sur les conditions d'acquisition des droits et annulations de transactions ;
- l'interprétation IFRIC 13 issue du règlement du 16 décembre 2008 (CE n° 1262/2008), relative au programme de fidélisation des clients ;
- l'interprétation IFRIC 14 issue du règlement du 16 décembre 2008 (CE n° 1263/2008) et relative au plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, aux exigences de financement minimal et à leur interaction dans le cadre de la norme IAS 19 portant sur les avantages du personnel ;
- la révision de la norme IAS 1 issue du règlement du 17 décembre 2008 (CE n° 1274/2008), relative à la présentation des états financiers. En application de cet amendement un état du

« résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » est désormais présenté dans les états financiers et est complété par des notes annexes ;

- les amendements des normes IAS 32 et IAS 1, issus du règlement du 21 janvier 2009 (CE n° 53-2009), relatifs au classement de certains instruments financiers et aux informations liées à fournir ;
- les amendements des normes IAS 27 et IFRS 1, issus du règlement du 23 janvier 2009 (CE n° 69-2009), relatifs au coût d'une participation dans une filiale, une entité contrôlée conjointement ou une entité associée ;
- 35 amendements visant à améliorer et clarifier 18 normes et issus du règlement du 23 janvier 2009 (CE n°70-2009). Il est à noter que la date de première application de l'amendement de la norme IFRS 5, et de l'amendement de la norme IFRS 1 qui en découle, est repoussée aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009.

A l'exception de la révision de la norme IAS 1 et la présentation du nouvel état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, l'application de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur la période.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application de normes et interprétations est optionnelle sur une période, celles-ci ne sont pas retenues par le Groupe, sauf mention spécifique. Ceci concerne en particulier :

- l'amendement de la norme IFRS 5, issu du règlement du 23 janvier 2009 (CE n° 69-2009), relatif aux filiales faisant l'objet d'un plan de vente entraînant la perte de contrôle, et l'amendement de la norme IFRS 1 qui en découle. Ces amendements seront appliqués pour la première fois au 1^{er} janvier 2010.
- l'interprétation IFRIC 12 issue du règlement du 25 mars 2009 (CE n° 254/2009), relative aux accords de concession de services, et qui ne concerne pas les activités du Groupe. Cette interprétation sera appliquée pour la première fois au 1^{er} janvier 2010.
- la révision de la norme IAS 27 issue du règlement du 3 juin 2009 (CE n° 494/2009), relative aux états financiers consolidés et individuels. Cette norme révisée sera appliquée pour la première fois au 1^{er} janvier 2010.
- la révision de la norme IFRS 3 issue du règlement du 3 juin 2009 (CE n° 495/2009), relative aux regroupements d'entreprises. Cette norme révisée sera appliquée pour la première fois au 1^{er} janvier 2010.
- l'interprétation IFRIC 16 issue du règlement du 4 juin 2009 (CE n° 460/2009), relative aux couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger. Cette norme révisée sera appliquée pour la première fois au 1^{er} janvier 2010.

Le Groupe n'attend pas d'effet significatif de ces applications sur son résultat et sa situation nette.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union Européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2009.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2008 de la Caisse régionale d'Aquitaine et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances la Caisse régionale sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation

dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, les régimes de retraites et autres avantages sociaux, les dépréciations durables, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

2. Périmètre de consolidation – parties liées

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2009 est présenté de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 10.

2.1. Evolutions du périmètre de consolidation de l'exercice

Le nombre de Caisses Locales présentes dans le périmètre de consolidation est passé de 109 à 108 : cette évolution fait suite à la fusion des Caisses locales de Laplume et Agen-Garonne.

2.2. Principales opérations externes réalisées au cours du semestre

Néant

2.3. Les écarts d'acquisition

Néant

2.4. Parties liées

Les parties liées à la Caisse régionale d'Aquitaine sont les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation, les entités assurant la gestion interne des engagements en matière de retraites, préretraites et indemnités de fin de carrière, ainsi que les principaux dirigeants du groupe.

Au cours du 1^{er} semestre 2009, la Caisse régionale d'Aquitaine a souscrit 25 000 K€ dans le capital de la société CA Grands Crus.

3. Notes relatives au compte de résultat

3.1. Produits et Charges d'intérêts

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Sur opérations avec les établissements de crédit	9 941	24 158	10 937
Sur opérations internes au Crédit Agricole	21 875	40 555	22 783
Sur opérations avec la clientèle	276 136	572 368	273 300
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	1 297	3 745	1 287
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	13 058	27 276	13 795
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	15 193	39 614	21 130
Sur opérations de location-financement			
Autres intérêts et produits assimilés	140		
Produits d'intérêts (1) (2)	337 640	707 716	343 232
Sur opérations avec les établissements de crédit	-9 988	-20 208	-8 961
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-143 641	-371 677	-171 954
Sur opérations avec la clientèle	-20 130	-38 301	-15 937
Actifs financiers disponibles à la vente	-25		
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Sur dettes représentées par un titre	-10 668	-35 935	-23 440
Sur dettes subordonnées	-833	-322	-156
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-19 004	-35 060	-18 917
Sur opérations de location-financement			
Autres intérêts et charges assimilés			
Charges d'intérêts	-204 289	-501 503	-239 365

(1) dont 5 628 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement au 30 juin 2009 contre 11 297 milliers d'euros au 31 décembre 2008 et 5 676 milliers d'euros au 30 juin 2008

(2) dont 2 720 milliers d'euros au 30 juin 2009 correspondant à des bonifications reçues de l'Etat, contre 5 856 milliers d'euros au 31 décembre 2008 et 2 976 milliers d'euros au 30 juin 2008

3.2. Commissions nettes

	30.06.2009			31.12.2008			30.06.2008		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
<i>(en milliers d'euros)</i>									
Sur opérations avec les établissements de crédit	482	-508	-26	834	-723	111	416	-363	53
Sur opérations internes au Crédit Agricole	23 002	-18 242	4 760	43 103	-22 191	20 912	18 810	-7 538	11 272
Sur opérations avec la clientèle	26 530	-50	26 480	52 089	-257	51 832	26 340	-148	26 192
Sur opérations sur titres			0			0			0
Sur opérations de change	116		116	269		269	136		136
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	2 936	-782	2 154	8 624	-1 604	7 020	5 174	-853	4 321
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers (1)	21 764	-3 271	18 493	43 936	-7 260	36 676	35 875	-3 485	32 390
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues (1)	39 879	-21	39 858	53 380	-225	53 155	13 109	-137	12 972
Produits nets des commissions	114 709	-22 874	91 835	202 235	-32 260	169 975	99 860	-12 524	87 336

(1) certaines commissions de prestations de services financiers, jusque là affectées à la rubrique "commissions sur gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues", ont été réaffectées à la rubrique "commissions sur moyens de paiement et autres services bancaires et financiers". Le montant net de ces commissions s'élève à 663 milliers d'euros au titre du 1er semestre 2009.

Au 30 juin 2009, les revenus tirés de l'activité d'assurance connexe à l'activité des prêts, telle l'Assurance Décès-Invalidité (ADI) ont été transférés de la catégorie «Produits et charges des autres activités» vers la catégorie «Commissions», et notamment sur la ligne «Moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers». Le montant de ces produits s'élève à 30 952 milliers d'euros au 31 décembre 2008 et à 15 877 milliers d'euros au 30 juin 2009.

3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Dividendes reçus			
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	217	-16 490	5 633
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option			
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	273	552	212
Résultat de la comptabilité de couverture			
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	490	-15 938	5 845

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers			
Variations de juste valeur des éléments couverts	4 682		4 682
Variations de juste valeur des dérivés de couverture		-4 682	-4 682
Total résultat de la comptabilité de couverture	4 682	-4 682	0

(1) les variations de juste valeur sur les swaps de couverture sont enregistrées en distinguant les montants bruts de gains ou de pertes générés par chaque position sous-jacente. Cette méthode ne s'applique pas aux instruments couverts.

	31.12.2008		
	Profits	Pertes	Net
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers			
Variations de juste valeur des éléments couverts	27 496		27 496
Variations de juste valeur des dérivés de couverture		-27 496	-27 496
Total résultat de la comptabilité de couverture	27 496	-27 496	0

	30.06.2008		
	Profits	Pertes	Net
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers			
Variations de juste valeur des éléments couverts	2 229	-4 542	-2 313
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	2 647	-334	2 313
Total résultat de la comptabilité de couverture	4 876	-4 876	0

3.4. Gains ou pertes nets sur Actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Dividendes reçus	21 913	44 333	43 184
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente *	-7 079	2 052	9 538
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres à revenu variable)		-42	-12
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances			
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	14 834	46 343	52 710

* hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement

3.5. Produits et charges nets des autres activités

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation			
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance			
Autres produits nets de l'activité d'assurance	-61	33 611	16 012
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance			
Produits nets des immeubles de placement	-2	-59	-69
Autres produits (charges) nets	-800	-4 103	124
Produits (charges) des autres activités	-863	29 449	16 067

Au 30 juin 2009, les revenus tirés de l'activité d'assurance connexe à l'activité des prêts, telle l'Assurance Décès-Invalidité (ADI) ont été transférés de la catégorie «Produits et charges des autres activités» vers la catégorie «Commissions», et notamment sur la ligne «Moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers». Le montant de ces produits s'élève à 30 952 milliers d'euros au 31 décembre 2008 et à 15 877 milliers d'euros au 30 juin 2009.

3.6. Charges générales d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Charges de personnel	75 385	145 394	76 210
Impôts et taxes	3 963	7 582	3 646
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	34 979	77 704	37 044
Charges d'exploitation	114 327	230 680	116 900

Détail des charges de personnel

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Salaires et traitements (1)	42 347	80 086	42 276
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	4 073	8 364	4 285
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)		1 771	217
Autres charges sociales	14 849	29 143	14 877
Intéressement et participation	9 282	15 788	9 520
Impôts et taxes sur rémunération	4 834	10 242	5 035
Total charges de personnel	75 385	145 394	76 210

3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Dotations aux amortissements	6 533	13 350	6 698
Dotations aux dépréciations			
Total	6 533	13 350	6 698

3.8. Coût du risque

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-104 979	-115 033	-73 301
Actifs financiers disponibles à la vente	-2 024		
Prêts et créances	-99 550	-100 701	-72 065
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs	-2	-18	-9
Engagements par signature	-756	-900	-900
Risques et charges	-2 647	-13 414	-327
Reprises de provisions et de dépréciations	51 160	61 926	36 109
Actifs financiers disponibles à la vente			
Prêts et créances	50 246	55 743	32 641
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs	185	138	138
Engagements par signature		900	
Risques et charges	729	5 145	3 330
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-53 819	-53 107	-37 192
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement			
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-444	-1 303	-619
Récupérations sur prêts et créances amorties	208	613	278
Décotes sur crédits restructurés	-9	-480	-461
Pertes sur engagements par signature			
Autres pertes			
Coût du risque	-54 064	-54 277	-37 994

3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	227	379	0
Plus-values de cession	309	482	
Moins-values de cession	-82	-103	
Titres de capitaux propres consolidés	0	0	0
Plus-values de cession			
Moins-values de cession			
Gains ou pertes sur autres actifs	227	379	0

3.10. Impôts

Charge d'impôt :

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Charge d'impôt courant	-17 638	-47 822	-22 597
Charge d'impôt différé	1 185	13 249	1 039
Charge d'impôt de la période	-16 453	-34 573	-21 558

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 30/06/09

	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions et résultats des sociétés mises en équivalence	64 950	34,43%	22 362
Effet des différences permanentes			-4 524
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			-1 175
Effet de l'imposition à taux réduit			-103
Effet des autres éléments			-107
Taux et charge effectif d'impôt		25,33%	16 453

Au 31/12/08

<i>(en milliers d'euros)</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions et résultats des sociétés mises en équivalence	138 114	34,43%	47 553
Effet des différences permanentes			-10 116
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			8 507
Effet de l'imposition à taux réduit			-151
Effet des autres éléments			-11 220
Taux et charge effectif d'impôt		25,03%	34 573

Au 30/06/08

	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions et résultats des sociétés mises en équivalence	104 233	34,43%	35 887
Effet des différences permanentes			-11 885
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			1 578
Effet de l'imposition à taux réduit			2
Effet des autres éléments			-4 024
Taux et charge effectif d'impôt		20,68%	21 558

3.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

	gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Total des gains / pertes comptabilisés directement en capitaux propres hors QP des entités mises en équivalence	Quote part des gains/pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence
	Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente (1)	Variation de juste valeur des dérivés de couverture		
(en milliers d'euros)					
Variation de juste valeur		-332 324		-332 324	
Transfert en compte de résultat		-5 872		-5 872	
Variation de l'écart de conversion				0	
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence					
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2008 (part du Groupe)	0	-338 196	0	-338 196	0
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2008 (part minoritaire)				0	
Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2008 (1)	0	-338 196	0	-338 196	0
Variation de juste valeur		-576 024		-576 024	
Transfert en compte de résultat		-1 032		-1 032	
Variation de l'écart de conversion				0	
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence					2162
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2008 (part du Groupe)	0	-577 056	0	-577 056	2162
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2008 (part minoritaire)				0	
Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2008 (1)	0	-577 056	0	-577 056	2162
Variation de juste valeur		208 566		208 566	
Transfert en compte de résultat		6 960		6 960	
Variation de l'écart de conversion				0	
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence					
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2009 (part du Groupe)	0	215 526	0	215 526	0
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2009 (part minoritaire)				0	
Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2009 (1)	0	215 526	0	215 526	0

(1) les données "total des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs disponibles à la vente" se décomposent comme suit :

	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Montant brut	221 632	(598 063)	(350 104)
Impôt	(6 106)	21 006	11 908
Total net	215 526	(577 056)	(338 196)

4. Informations sectorielles

La Caisse régionale d'Aquitaine exerce son activité principalement en France et dans le secteur de la Banque de proximité.

Ceci implique que les tableaux fournis pour l'explication de la formation du résultat n'ont pas à être ventilés selon d'autres critères d'activité ou de secteur opérationnel.

5. Notes relatives au bilan

5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	13 653	12 525
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Juste valeur au bilan	13 653	12 525
<i>Dont Titres prêtés</i>	0	0

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Titres détenus à des fins de transaction	499	195
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe	499	195
- Actions et autres titres à revenu variable		
Instruments dérivés	13 154	12 330
Juste valeur au bilan	13 653	12 525

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31.06.2009	31.12.2008
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	15 665	14 157
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	21 291	20 705
Juste valeur au bilan	36 956	34 862

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
Titres vendus à découvert		
Dettes représentées par un titre		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes envers la clientèle		
Dettes envers les établissements de crédit		
Instruments dérivés	15 665	14 157
Juste valeur au bilan	15 665	14 157

Passifs financiers à la Juste Valeur par résultat sur option

	30.06.2009		31.12.2008	
	Juste valeur au bilan	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Juste valeur au bilan	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Dépôts d'établissements de crédit				
Autres dépôts				
Titres de dette	21 291		20 705	
Passifs subordonnés				
Autres passifs financiers				
Total	21 291		20 705	

5.2. Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009			31.12.2008		
	Juste valeur	Gains latents	Pertes latentes	Juste valeur	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées						
Obligations et autres titres à revenu fixe	50 465	7 294	401	48 763	6 007	2 764
Actions et autres titres à revenu variable	577 207	21 223	8 410	530 533	13 363	14 529
Titres de participation non consolidés	744 476	24 647	1	535 299	22 606	201 963
Créances disponibles à la vente						
Créances rattachées	575			1 281		
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente	1 372 723	53 164	8 812	1 115 876	41 976	219 256
Impôts		-10 798	-3 034		-7 612	-5 954
Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente (net d'IS)		42 366	5 778		34 364	213 302

Les modalités de valorisation des titres SAS La Boétie ont fait l'objet d'une modification, présentée dans le tableau de résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Prêts et créances sur les établissements de crédit

	30.06.2009	31.12.2008
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	2 419	3 423
dont comptes ordinaires débiteurs sains	2 419	3 423
dont comptes et prêts au jour le jour sains		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	13 070	13 070
Titres non cotés sur un marché actif		
Autres prêts et créances		
Total	15 489	16 493
Créances rattachées	69	165
Dépréciations		
Valeur nette	15 558	16 658
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires	35 499	10 320
Comptes et avances à terme	468 090	483 535
Prêts subordonnés	68 200	68 200
Total	571 789	562 055
Créances rattachées	17 463	13 672
Dépréciations		
Valeur nette	589 252	575 727
Valeur nette au bilan	604 810	592 385

Prêts et créances sur la clientèle

	30.06.2009	31.12.2008
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	27 742	32 497
Autres concours à la clientèle	12 407 937	12 331 270
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	72 800	72 800
Titres non cotés sur un marché actif	3 520	3 520
Créances nées d'opérations d'assurance directe		
Créances nées d'opérations de réassurance		
Avances en comptes courants d'associés	209 711	182 628
Comptes ordinaires débiteurs	88 492	76 001
Total	12 810 202	12 698 716
Créances rattachées	113 188	116 711
Dépréciations	399 586	352 192
Valeur nette	12 523 804	12 463 235
Valeur nette au bilan (1)	12 523 804	12 463 235

(1) dont 614 096 K€ apportés en garantie à Crédit Agricole S.A. dans le cadre de la participation du Groupe Crédit Agricole aux refinancements accordés par la Société Française de l'Economie Française (SFEF). La Caisse Régionale d'Aquitaine conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique

	30.06.2009					Total
	Encours bruts	dont Encours dépréciés non compromis	dépréciations / encours non compromis	dont Encours dépréciés compromis	dépréciations / encours compromis	
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Administrations centrales						0
Etablissements de crédit	587 278					587 278
Institutions non établissements de crédit	912 256			112	112	912 144
Grandes entreprises	4 263 793	120 359	75 436	66 687	52 328	4 136 029
Clientèle de détail	7 634 153	92 872	52 282	81 000	66 501	7 515 370
Total *	13 397 480	213 231	127 718	147 799	118 941	13 150 821
Créances rattachées nettes						97 804
Dépréciations sur base collective						-120 011
Valeurs nettes au bilan						13 128 614

* Dont encours clientèle sains restructurés pour 1 377 milliers d'euros

	31.12.2008					Total
	Encours bruts	dont Encours dépréciés non compromis	dépréciations / encours non compromis	dont Encours dépréciés compromis	dépréciations / encours compromis	
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Administrations centrales	119					119
Etablissements de crédit	578 548					578 548
Institutions non établissements de crédit	1 057 889			112	112	1 057 777
Grandes entreprises	4 015 616	56 700	44 277	56 636	49 415	3 921 924
Clientèle de détail	7 625 092	82 740	43 547	83 384	63 622	7 517 923
Total *	13 277 264	139 440	87 824	140 132	113 149	13 076 291
Créances rattachées nettes						99 340
Dépréciations sur base collective						-120 011
Valeurs nettes au bilan						13 055 620

* Dont encours clientèle sains restructurés pour 1 921 milliers d'euros

5.4. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

	31.12.2008	Dotations	Reprises et utilisations	Autres mouvements	30.06.2009
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Créances sur établissements de crédit	0				0
Créances sur la clientèle	352 192	104 215	-56 821		399 586
dont dépréciations collectives	120 011				120 011
Opérations de location financement	0				0
Titres détenus jusqu'à l'échéance	0				0
Actifs financiers disponibles à la vente	1 580	2 024			3 604
Autres actifs financiers	1 333	2	-185		1 150
Total des dépréciations d'actifs financiers	355 105	106 241	-57 006	0	404 340

5.5. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	13 071	13 072
dont comptes ordinaires créditeurs		1
dont comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
Sous-total	13 071	13 072
Dettes rattachées	57	150
Total	13 128	13 222
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	23 187	560 934
Comptes et avances à terme	8 683 773	8 514 236
Sous-total	8 706 960	9 075 170
Dettes rattachées	37 960	32 937
Total	8 744 920	9 108 107
Valeur au bilan	8 758 048	9 121 329

Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
Comptes ordinaires créditeurs	2 419 837	2 515 775
Comptes d'épargne à régime spécial	43 441	41 237
Autres dettes envers la clientèle	788 400	719 445
Titres donnés en pension livrée		
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		
Dettes nées d'opérations de réassurance		
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques		
Total	3 251 678	3 276 457
Dettes rattachées	21 738	14 586
Valeur au bilan	3 273 416	3 291 043

5.6. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables	807 195	340 176
. Émis en France	807 195	340 176
. Émis à l'étranger		
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre	12 827	
Total	820 022	340 176
Dettes rattachées	4 327	8 899
Valeur au bilan	824 349	349 075
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée	57 174	26 674
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dépôt de garantie à caractère mutuel	29	29
Titres et emprunts participatifs		
Total	57 203	26 703
Dettes rattachées	748	123
Valeur au bilan	57 951	26 826

Au cours du premier semestre 2009, les émissions nettes de dettes subordonnées s'élèvent à 33000 K€. Il s'agit d'un BMTN souscrit par la société RADIAN.

5.7. Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31.12.2008	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30.06.2009
Valeur brute	6 249		1	-297			5 953
Amortissements et dépréciations	-1 780		-110	230			-1 660
Valeur nette au bilan	4 469	0	-109	-67	0	0	4 293

Y compris Immeubles de placement donnés en location simple

5.8. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

(en milliers d'euros)	31.12.2008	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30.06.2009
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	235 723		3 960	-50			239 633
Créances rattachées (1)	0						0
Amortissements & Dépréciations (2)	-136 155		-6 519	331			-142 343
Valeur nette au bilan	99 568	0	-2 559	281	0	0	97 290
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	4289		7				4 296
Amortissements & Dépréciations	-4262		-14				-4 276
Valeur nette au bilan	27	0	-7	0	0	0	20

(1) Loyers courus non échus sur les immobilisations données en location simple.

(2) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple

5.9. Provisions

(en milliers d'euros)	31.12.2008	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	30.06.2009
Risques sur les produits épargne logement	17 540			-4 030		13 510
Risques d'exécution des engagements par signature	76	756				832
Risques opérationnels (1)	16 895	2 064		-1 584		17 375
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (2)	1 280	1 233		-96		2 417
Litiges divers	8 645	1 758	-369	-966		9 068
Participations	0					0
Restructurations	0					0
Autres risques (3)	6 122	2 130	-512	-83		7 657
Provisions	50 558	7 941	-881	-6 759	0	50 859

- (1) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement. Cette provision couvre notamment le risque CNASEA.
- (2) Dont 897 K€ au titre de la provision pour médaille du travail
- (3) Dont 5000 K€ sur le titre BMTN Sélecta 2 et 950 K€ sur le titre BMTN Sélecta 1

Provision épargne logement :

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

En milliers d'euros	30.06.2009	31.12.2008
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans		
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 387 000	1 280 000
Ancienneté de plus de 10 ans	569 000	638 000
Total plans d'épargne-logement	1 956 000	1 918 000
Total comptes épargne-logement	470 000	476 000
Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement	2 426 000	2 394 000

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

En milliers d'euros	30.06.2009	31.12.2008
Plans d'épargne-logement :	162 610	157 840
Comptes épargne-logement :	491 930	479 810
Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	654 540	637 650

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

En milliers d'euros	30.06.2009	31.12.2008
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans		
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 390	2 890
Ancienneté de plus de 10 ans	3 330	2 360
Total plans d'épargne-logement	4 720	5 250
Total comptes épargne-logement	8 790	12 290
Total provision au titre des contrats épargne-logement	13 510	17 540

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

5.10. Capitaux propres

➤ Composition du capital au 30 juin 2009

Au 30 juin 2009, la répartition du capital et des droits de vote était la suivante :

Répartition du capital de la Caisse régionale	Nombre de titres au 01.01.2009	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 30.06.2009
Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)	9 695 000			9 695 000
Dont part du Public	9 611 826			9 621 774
Dont part Crédit Agricole S.A.				
Dont part Auto-détenue	83 174			73 226
Certificats Coopératifs d'associés (CCA)	12 369 310			12 369 310
Dont part du Public	0			0
Dont part Crédit Agricole S.A.	12 369 310			12 369 310
Parts sociales	27 412 875			27 412 875
Dont 108 Caisses Locales	27 411 820			27 411 820
Dont 21 administrateurs de la CR	1 050			1 050
Dont Crédit Agricole S.A.	5			5
TOTAL	49 477 185	0	0	49 477 185

La valeur nominale des titres de la Caisse régionale est 3,05 €.

Le montant total du capital de la Caisse régionale seule n'a pas évolué. Il s'élève à 150 905 milliers d'euros.

Le capital sur base consolidée au 30 juin 2009 s'élève à 113 328 milliers d'euros.

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Lister les principaux actionnaires			
Crédit Agricole S.A (CCA + Parts sociales) salariés	12 369 315	48,91%	0,00%
Public (CCI, Parts sociales)	12 919 087	51,09%	100,00%
Investisseurs institutionnels			
Actionnaires individuels			
TOTAL	25 288 402	100,00%	100,00%

➤ Distribution

Année de rattachement du dividende	Par CCI	Par CCA	Par Part Sociale Caisse Régionale
	Montant Net	Montant Net	Montant Net
2006	0,98	0,98	0,11
2007	1,2	1,2	0,12
2008	1,2	1,2	0,11

Les montants relatifs aux distributions figurent dans le tableau de variation des capitaux propres.

6. Engagements de financement et de garantie

	30.06.2009	31.12.2008
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Engagements donnés	2 293 934	2 603 597
Engagements de financement	2 017 560	2 295 301
. Engagements en faveur d'établissements de crédit	4 000	5 000
. Engagements en faveur de la clientèle	2 013 560	2 290 301
Ouverture de crédits confirmés	1 238 083	1 434 765
- Ouverture de crédits documentaires	27 029	23 462
- Autres ouvertures de crédits confirmés	1 211 054	1 411 303
Autres engagements en faveur de la clientèle	775 477	855 536
Engagements de garantie	276 374	308 296
. Engagements d'ordre d'établissement de crédit	782	1 303
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires		
Autres garanties	782	1 303
. Engagements d'ordre de la clientèle	275 592	306 993
Cautions, avals et autres garanties	42 741	63 880
Cautions immobilières	38 144	53 452
Garanties rbt de crédits distribués/autres EC	86 398	83 772
Autres garanties d'ordre de la clientèle	108 309	105 889
Engagements reçus	2 671 912	2 557 706
Engagements de financement	183	30 764
. Engagements reçus d'établissements de crédit	183	30 764
. Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	2 671 729	2 526 942
. Engagements reçus d'établissements de crédit	1 256 279	1 257 955
. Engagements reçus de la clientèle	1 415 450	1 268 987
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	306 252	297 818
Autres garanties reçues	1 109 198	971 169

7. Reclassements d'instruments financiers

Conformément à l'amendement de la norme IAS 39 publié et adopté par l'Union Européenne en octobre 2008, il est désormais autorisé d'opérer les reclassements suivants :

- des catégories « actifs financiers détenus à des fins de transaction » et « actifs financiers disponibles à la vente » vers la catégorie « prêts et créances », si l'entité a désormais l'intention et la capacité de conserver l'actif financier concerné dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance et si les critères d'éligibilité à cette catégorie sont respectés (notamment actif financier non coté sur un marché actif) ;
- dans le cas de circonstances rares et documentées, de la catégorie « actifs financiers détenus à des fins de transaction » vers les catégories « actifs financiers disponibles à la vente » ou « actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance », si les critères d'éligibilité sont respectés.

La Caisse régionale d'Aquitaine n'a opéré ni en 2008 ni en 2009 de reclassement au titre de l'amendement de la norme IAS 39.

8. Événements postérieurs à fin de la période intermédiaire

Néant

9. Juste valeurs des instruments financiers

La Caisse régionale n'a pas d'actifs et passifs valorisés sur la base de données non observables.

10. Périmètre de consolidation au 30 juin 2009

Liste des filiales, coentreprises et entreprises associées	Pays d'implantation	Méthode de consolidation au 30.06.2009	% de contrôle		% d'intérêt	
			30.06.2009	31.12.2008	30.06.2009	31.12.2008
Caisse Régionale de Crédit Agricole d'Aquitaine	France	IG				
108 Caisses Locales de Crédit Agricole d'Aquitaine	France	IG				
FCP dédié Force Aquitaine	France	IG	99,99%	99,99%	99,99%	99,99%
CA Grands Crus	France	MEE	21,43%	20%	21,43%	20%

III. Déclaration des personnes physiques

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en pages 3 à 24 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le Président,



Jean-Pierre PARGADE

Le Directeur Général,



Guy CHÂTEAU

IV. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

AUDIAL
21, avenue Ariane
B.P. 20023
33702 Mérignac Cedex
S.A. au capital de € 300 000

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Bordeaux

ERNST & YOUNG Audit
Faubourg de l'Arche
11, allée de l'Arche
92037 Paris – La Défense Cedex
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration dans un contexte de crise économique et financière. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe des comptes semestriels consolidés résumés qui décrit les nouvelles normes et interprétations que la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine a appliquées à compter du 1^{er} janvier 2009.

2. Vérification spécifique

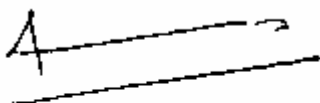
Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Mérignac et Paris - La Défense, le 28 août 2009

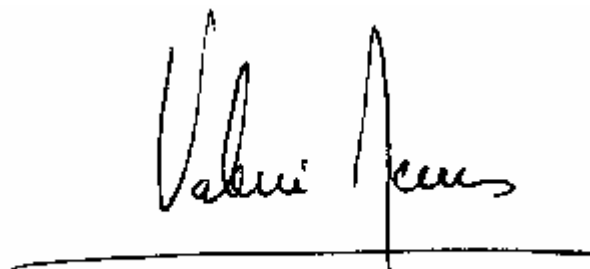
Les Commissaires aux Comptes

AUDIAL



Frédéric Quennepoix

ERNST & YOUNG Audit



Valérie Meeus